

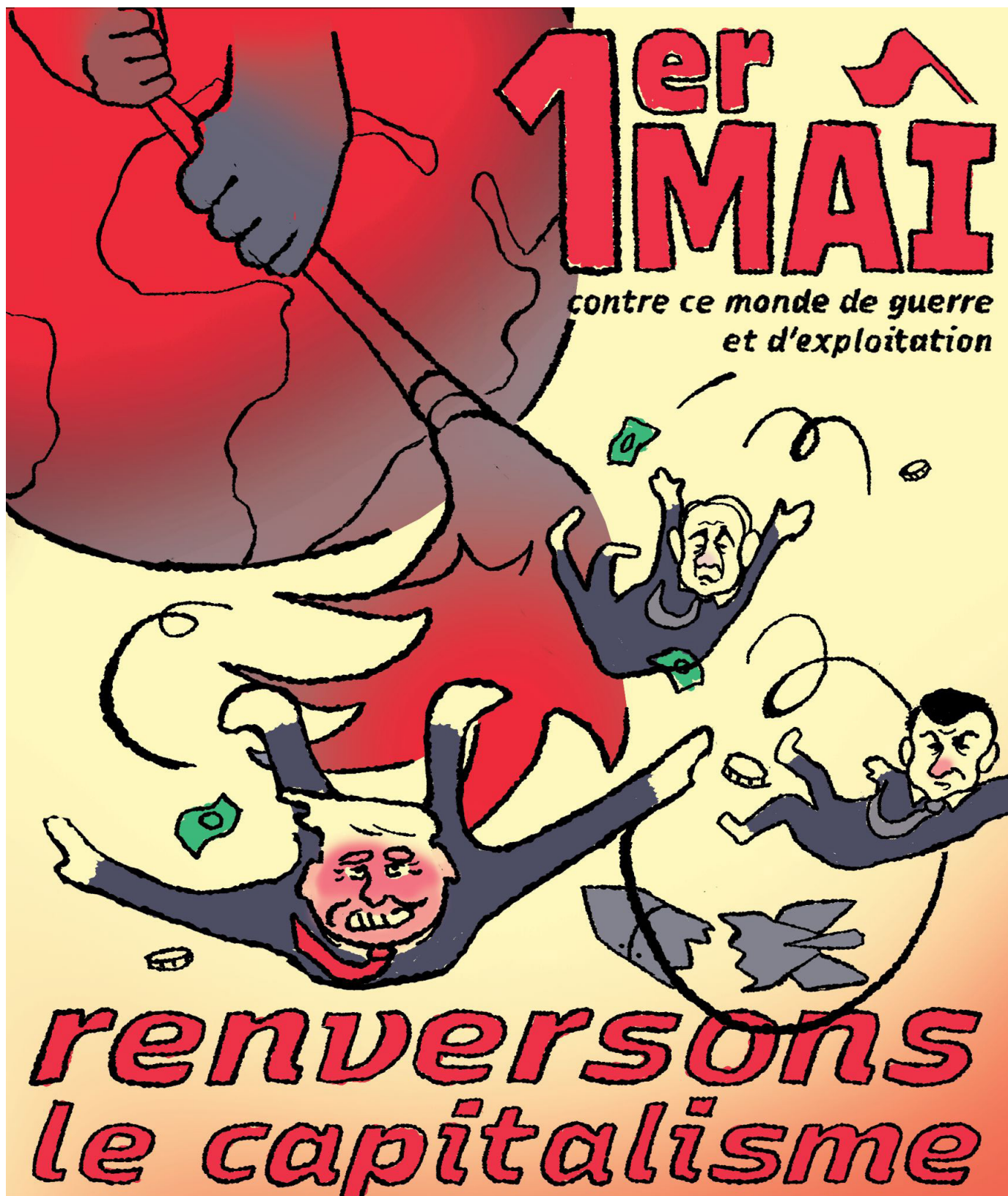
IRAN, LIBAN, PALESTINE :
LES PEUPLES SOUS LES BOMBES
DE L'IMPÉRIALISME

STELLANTIS POISSY : CONTRE LA
FERMETURE ET LES MENSONGES,
LA COLÈRE DOIT S'ORGANISER !



RÉVOLUTIONNAIRES

56 30 AVRIL 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**Contre les politiques
guerrières et
antisociales de
la bourgeoisie, vive
la riposte ouvrière
et internationaliste
du 1^{er} mai !**

Le muguet et le pain frais seraient-ils devenus absolument indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste ? Lecornu, main dans la main avec le patronat, la droite et le Rassemblement national, cherche à remettre en cause le caractère férié et chômé du 1^{er} mai. Le gouvernement n'a pas légiféré à temps, mais a demandé aux salariés de l'État chargés de contrôler le respect du Code du travail de ne pas verbaliser les boulangeries et les fleuristes qui feront travailler leurs salariés vendredi... « *L'État opprime et la loi triche* », ces paroles de l'Internationale auraient-elles besoin d'être complétées par : « *L'État opprime et triche avec les rares lois protégeant le monde du travail* » ?

LEUR 1^{er} MAI ET LE NÔTRE

C'est Pétain qui a transformé cette journée internationale de lutte et de grève en un pâle jour férié nommé « fête du Travail », célébration de l'unité impossible entre ouvriers et patrons. Mais les attaques contre le 1^{er} mai n'ont pas pour objectif de liquider l'héritage du régime de Vichy. Au contraire, elles cherchent à supprimer le seul jour qui

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



Éditorial

Contre les politiques guerrières et antisociales de la bourgeoisie, vive la riposte ouvrière et internationaliste du 1^{er} mai !

France - Grande-Bretagne : nouvel accord raciste anti-migrants

Régularisations de sans-papiers : entre besoins du patronat et démagogie raciste

Stellantis Poissy : contre la fermeture et les menaces, la colère doit s'organiser et se coordonner !

Semaine des menaces à Stellantis : un site à fermer et quatre à vendre en Europe !

La direction de FO face au RN ? Distanciation ambiguë et neutralité suspecte

Le gouvernement va continuer de nous faire payer la crise

« La fraude des pauvres est une pauvre fraude » (ATD Quart monde)

En gros, les « gros rouleurs » se font rouler

Quand le RN passe à table : le déjeuner de cons

L'aile ou la cuisse : la mairie de Saint-Ouen en guerre contre le poulet

Ukraine : aux civils les crimes de guerre et aux capitalistes les contrats juteux

Visa pour le front : la Russie recrute des soldats en Afrique

Mali : une crise dont l'impérialisme français est le premier responsable

Guerre en Iran

En Iran, la répression redouble d'intensité

Liban : Netanyahu et Trump façonissent à coups de bombes la carte du Liban

En Cisjordanie, colons et militaires tuent en toute impunité

Manifestations en Albanie

LE 1^{er} MAI, JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Face à Trump et au patronat américain : vague de grèves dans la principale puissance impérialiste

République démocratique du Congo : la colère remonte des mines

Contestation sociale et politique en Iran

De la flambée des prix... à la flambée des luttes ?

Changer le monde : plus qu'un vieux rêve, une perspective internationaliste d'actualité

Armement : des chiffres d'affaires en hausse et des profits accumulés
Guerre à la guerre !

Arqus Saint-Nazaire : quand un porte-avions cache les licenciements

Safran : des dividendes de paix aux dividendes de guerre

ArcelorMittal Basse-Indre (44) : les subventions se traduisent en pollution et en licenciements

ArcelorMittal : la catastrophe écologique du charbon de Moatize (Mozambique)

CHU de Nantes : les grévistes des urgences en première ligne

Vis ma vie de technicien de labo précaire

Lycées de Marseille : l'espion qui venait du froid

20 juin : une manifestation contre toutes les répressions

SNCF Réseau : les grévistes font condamner la direction

À la SNCF Lyon, la grève fait tache d'huile

Police des transports à Lyon, non merci !

Grève des ateliers RATP Vaugirard : une expérience toujours en cours

Douzième suicide cette année à la SNCF

Technicentres SNCF : refusons la mise en concurrence

Fête du NPA-R Montpellier

Il y a cent ans en Angleterre : la grève générale de 1926

40 ans après Tchernobyl

L'affaire Bolloré contre Nora, ou l'édition victime du capitalisme

Attaquer d'abord les étudiants étrangers avant de généraliser la hausse des frais d'inscription

À l'université Bordeaux-Montaigne Fermetures d'fsi

On ne veut pas mourir en travaillant

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

permet aux travailleurs et travailleuses d'échapper encore à l'exploitation capitaliste, mis à part certains secteurs comme la santé ou les transports, où le travail ne peut s'arrêter. Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte pour nos droits, a pour origine le combat pour la réduction du temps de travail, avec les vies perdues pour cela à Chicago en 1886 et à Fourmies en 1891. Aujourd'hui encore, dans la plupart des pays, c'est une journée où celles et ceux qui veulent manifester doivent faire grève, en perpétuant le combat de générations entières d'ouvrières et d'ouvriers du monde entier, de leurs conquêtes arrachées malgré la répression violente. Car les droits ne tombent jamais du ciel, ils se gagnent dans la rue.

Face à la flambée des prix, notamment ceux du carburant, contre les licenciements en rafales, comme l'a encore illustré dernièrement l'annonce de l'arrêt de la production de voitures de Stellantis Poissy, le 1^{er} mai doit être un point d'appui pour une riposte d'ensemble, une lutte massive et résolue pour exiger des mesures d'urgence : l'augmentation immédiate des salaires de 400 euros et leur indexation, ainsi que celle des pensions et des prestations sociales, sur le niveau des prix, et l'interdiction des licenciements. Il faudra prendre l'argent où il est : dans les portefeuilles des actionnaires des grands groupes capitalistes, dont l'enrichissement insolent dépasse l'entendement. Au mois de mars, la seule entreprise TotalEnergies a gagné un milliard en spéculant sur les stocks de pétrole !

LEURS GUERRES ET NOTRE SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

Des dizaines de milliers de morts s'accumulent parmi les peuples du Moyen-Orient et la guerre en Ukraine en a causé plus de 500 000 depuis 2022, sans oublier les guerres atroces et sanglantes dont les médias ne parlent pas, comme au Soudan ou au Congo. Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, « près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles ». Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde a augmenté son budget militaire, avec pour conséquences des profits record pour les marchands de canons et leur pendant de coupes dans les budgets sociaux et d'attaques contre les classes populaires.

Le 1^{er} mai sera l'occasion de réaffirmer que pour nous, travailleurs et travailleuses, les seuls ennemis sont les patrons, les bourgeois, et en premier lieu ceux qui se trouvent dans notre propre pays. À l'inverse, nos alliés, partout dans le monde, sont nombreux et forment l'immense majorité de la population, sans qui rien ne peut tourner dans la société : oui, plus que jamais, prolétaires de tous les pays unissons-nous pour en finir avec le capitalisme, ses guerres et ses oppressions !

• 27/04/2026

France - Grande-Bretagne : nouvel accord raciste anti-migrants

M ercredi 22 avril, la France et la Grande-Bretagne ont conclu un nouvel accord pour réprimer les migrants qui tentent de traverser la Manche. On se souvient qu'en juillet dernier, des vidéos avaient montré des gendarmes percer à coups de couteau des canots de migrants près de Calais, ou encore tirant aux grenades lacrymogènes sur ces mêmes embarcations. Selon la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord (Premar), au moins 25 personnes sont mortes en 2025 en tentant de traverser la Manche.

Mais cela n'est pas encore assez pour Keir Starmer, le Premier ministre britannique. Ce « travailliste » (équivalent du PS français) a déclaré vouloir « reprendre le contrôle des frontières » - une rhétorique digne de la pire extrême droite. L'été dernier déjà, un accord dit « un pour un » avait été signé avec la France, qui mettait en place un ignoble « deal » raciste : pour chaque personne renvoyée dans l'Hexagone pour une entrée illégale sur le territoire britannique, le Royaume-Uni s'engageait à accueillir un demandeur d'asile... Le nouvel accord conclu il y a quelques jours prévoit d'accroître encore de moitié les forces de l'ordre stationnées sur la Manche, et la création d'une unité de CRS entièrement consacrée à la « lutte contre l'immigration clandestine ». Elle disposera de drones, d'hélicoptères, de capteurs électroniques... Tout cela pour la coquette somme de 760 millions d'euros.

Que ce soit de ce côté de la mer, avec un gouvernement de droite, ou de l'autre, avec un gouvernement « de gauche », nous devons dénoncer cette politique raciste de criminalisation des migrants, et exiger la liberté de circulation.

AURÉLIEN PÉRENNA • 28/04/2026

RÉGULARISATIONS DE SANS-PAPIERS : ENTRE BESOINS DU PATRONAT ET DÉMAGOGIE RACISTE

L e gouvernement de gauche de Pedro Sánchez a annoncé son intention de régulariser 500 000 travailleurs sans-papiers en Espagne. Aussitôt, en France, le chef des Républicains, Bruno Retailleau, candidat à l'élection présidentielle et ancien ministre de l'Intérieur, s'est étranglé d'indignation en disant qu'il fallait mettre l'Espagne « au ban des nations européennes ». Rien que ça ! Il s'était moins ému quand Giorgia Meloni et son gouvernement d'extrême droite avaient engagé la même politique de régularisation l'année dernière.

Aussi bien en Italie qu'en Espagne, il s'agit de satisfaire les besoins du patronat, ainsi assuré de disposer de travailleurs et travailleuses moins susceptibles d'être arrêtés et expulsés du jour au lendemain, mais toujours précaires, puisque leur permis de séjour dépend de leur attestation d'emploi... Ces régularisations n'empêchent d'ailleurs pas ces gouvernements de poursuivre dans leur politique anti-migrants. Le gouvernement Sánchez avait ainsi appelé, il y a quatre ans, l'armée pour repousser des migrants marocains, au prix d'une trentaine de morts. L'État italien, de son côté a signé des accords avec l'Albanie pour y expédier les réfugiés dans de véritables camps de concentration.

Nos exigences demeurent : droits égaux et liberté d'installation pour tous et toutes !

MICHEL GRANDRY • 27/04/2026

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 56 • 30 AVRIL 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TEL. : 01 49 63 66 66

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN

12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

Stellantis Poissy : contre la fermeture et les mensonges, la colère doit s'organiser et se coordonner !

Le 23 avril, la CGT appelait à des rassemblements sur les sites Stellantis. Près de 350 salariés se sont regroupés à Poissy, dont des sous-traitants de MC Synchro (roues) et Forvia (planches de bord), 200 à Sochaux et Mulhouse, près d'une centaine à Metz-Borny. L'appel précédait les annonces de Stellantis qui, le 16 avril, révélait ce que beaucoup savaient déjà : l'usine de Poissy va bien cesser la production automobile en 2028. La direction prétend conserver 1 000 postes sur site jusqu'à 2030, la moitié de ceux qui y travaillent, et investir 100 millions d'euros sur cinq ans.

DERRIÈRE LES MENSONGES : 1 000 POSTES AUSSI BIDONS QUE LES 100 MILLIONS ANNONCÉS

Pourtant les chiffres ne prévoient que 200 salariés maximum à l'emboutissage, 10 pour faire des pièces de rechange ferrage, 40 pour une casse automobile de petites pièces (rien à voir avec Renault Flins où la voiture est refaite à neuf). La direction veut aussi prendre 190 postes de l'activité moteurs au site de Vesoul. À quoi, la direction rajoute un catalogue d'ateliers et activités bidon : petite cabine de peinture automobile (ce qu'on trouve dans un garage), peut-être un atelier d'impression 3D ? Aucune qui soit chiffrée... Mais 200 + 10 + 40 + 190 = 450... on est loin des 1 000 annoncés !

VESOUL : SEULE ANNONCE SÉRIEUSE ET D'AUTANT PLUS RÉVOLTANTE !

La seule annonce sérieuse est le transfert d'une « activité moteurs » de Vesoul à Poissy. Cette activité avait déjà été prise au site d'Hérimoncourt, fermé en 2020. À Vesoul, elle mobilise 130 intérimaires et 60 CDI (190 emplois), le déménagement leur a été annoncé pour juin... Ainsi que la suppression

de leur poste ! Mais les pièces vont continuer à passer par Vesoul. C'est d'autant plus ridicule que ça n'a aucune justification : la direction devait rendre « crédibles » ses bobards : cette « activité » à Poissy peut dès demain être transférée ailleurs.

Aucun ouvrier de Poissy n'a demandé à prendre l'activité des salariés de Vesoul. Stellantis a attendu la fin des élections professionnelles à Vesoul pour faire son coup : 190 postes en moins, 10 % des effectifs ! Principal bénéficiaire de la manœuvre : le syndicat pro-patronal, dont le secrétaire n'hésite pas à s'afficher avec le député RN local dans le cadre d'une campagne pour « L'avenir de Stellantis France ».

L'EMBOUTISSAGE EN SURSIS

Seul l'emboutissage et ses 200 postes resteraient à Poissy. L'emboutissage de PSA Aulnay avait lui aussi survécu 12 ans à la fermeture du site, à MA France Aulnay, qui vient de fermer après des mois de luttes en 2024. À Poissy, 60 % de la production fonctionne pour le site de Hordain (qui n'a pas de secteur emboutissage), mais pour combien de temps ? 25 % de



la production était pour Poissy : faute de véhicules, la direction menacera vite les postes.

APRÈS LE 23 AVRIL, S'ORGANISER ET SE COORDONNER AVEC TOUS LES SITES MENACÉS

Stellantis prétend fermer le plus grand site de production de la région parisienne en deux ans... sans licenciements ? Au « volontariat » dit-elle. Méthode éprouvée à Stellantis depuis des années pour forcer au départ des dizaines de milliers de salariés, notamment à coups de postes impossibles. Mais le passage à une équipe, d'ici probablement à la fin de l'année, affichera la vérité des prix : départs forcés et licenciements ! Ceux qui resteront seront en sursis jusqu'à 2028, à produire quoi ? La direc-

tion ne veut aucune annonce collective qui appellerait une riposte qui le serait tout autant. Ce qu'elle redoute, les travailleurs doivent l'organiser.

Au moment où Stellantis ferme les sites de Poissy et Douvrin, menace de supprimer des milliers de postes sur les autres sites et chez les sous-traitants et de vendre quatre sites en Europe, il est vital que les ouvriers des entreprises menacées prennent contact en vue de se coordonner, afin que la lutte devienne crédible à Poissy et se généralise partout en France.

LÉO BASERLI

SEMAINE DES MENACES À STELLANTIS : UN SITE À FERMER ET QUATRE À VENDRE EN EUROPE !

Fin avril, l'agence économique Bloomberg a révélé que Stellantis était en discussion avec le constructeur chinois Dongfeng pour lui vendre ou partager quatre sites d'assemblage européens (Rennes, Madrid, Cassino en Italie centrale, et un autre site inconnu, peut-être en Allemagne).

Ventes ou partenariats : méthode à la mode pour faire des économies. Leapmotor, un allié chinois de Stellantis, a déjà produit des voitures chez Stellantis en Pologne et en produira à Saragosse. Le Chinois Chery va lancer sa production dans une ancienne usine Nissan de Barcelone. Xpeng produit déjà en Autriche chez un équipementier, Magna, bientôt rejoint par un autre Chinois, GAC. Volkswagen réfléchit à faire produire des modèles chinois dans ses usines allemandes. Les constructeurs chinois sont intéressés par des achats de sites ou alliances pour contourner les droits de douanes et pénétrer les marchés.

Les salariés ont raison d'être inquiets, non pas de la nationalité de leur patron, mais des tractations dans leurs dos et forcément contre eux : vente à la découpe ou partena-



riats menaceraient emplois et acquis. La nationalité du patron n'a jamais protégé ni de l'exploitation, ni des licenciements, qu'ils soient français ou étrangers. Mais face à cette attaque internationale, les discussions pour une riposte devraient l'être tout autant : entre salariés allemands, italiens, espagnols, français et... chinois !

HERSH RAY

LA DIRECTION DE FO FACE AU RN ? DISTANCIATION AMBIGUË ET NEUTRALITÉ SUSPECTE

Reconduit à 98 % des votes au congrès de Force ouvrière, le secrétaire général Frédéric Souillot a été obligé de s'expliquer face aux accusations internes de complaisance envers le Rassemblement national. « Je suis, nous sommes antifascistes, attachés à la démocratie et à la République une et indivisible. » Il se dit pour une centrale « indépendante face [...] à toutes les forces politiques qui tentent de nous diviser ». Neutralité ? Mais pas de réelle condamnation.

Car certains dans FO se rappellent qu'il était présent lors d'un rassemblement contre la fermeture de De Dietrich à Mertzwiller (370 suppressions de postes). Les membres de FO Métaux, qui y tenaient la tribune, n'avaient autorisé (chez les « politiques ») les prises de parole que de la droite ou du député RN, Théo Bernhardt. Ils n'avaient pas hésité à jouer la police, épaulés de militants RN et d'agents de sécurité privée, pour virer des militants qui scandaient des slogans contre l'extrême droite...

FO MÉTAUX QUI COURT APRÈS LE RN... QUI MANGE AVEC LE GRAND PATRONAT !

Car c'est à FO Métaux, à Stellantis en particulier, que les choses sont plus visibles. Dans le cadre d'une prétendue campagne



LE SECRÉTAIRE FO DE STELLANTIS VESOUL AVEC ANTOINE VILLEDIEU, DÉPUTÉ RN.

pour « L'avenir de Stellantis France », le secrétaire FO de Valenciennes n'hésite pas à publier un selfie avec le député RN Sébastien Chenu. À Stellantis Vesoul, le secrétaire FO qui aide actuellement la direction à dégager 10 % des effectifs du site, s'affiche avec Antoine Villedieu, député RN local. Ce dernier vient d'ailleurs d'être arrêté après avoir provoqué un accident de la route, alors qu'il refusait de se soumettre aux tests d'alcoolémie et d'emprise de stupéfiants, un vrai danger public... Tout ça à quelques kilomètres de l'usine Stellantis !

Il faut bien, disent certains, que FO s'adresse à tout le monde : « C'est peut-être le RN qui gouvernera... » C'est aussi ça « l'indépendance » syndicale !

LÉO BASERLI

LE GOUVERNEMENT VA CONTINUER DE NOUS FAIRE PAYER LA CRISE

Le gouvernement a annoncé des mesures d'économies supplémentaires pour compenser l'effet de la guerre au Moyen-Orient, dont l'impact est estimé par Bercy entre 4 et 6 milliards d'euros. Sont notamment pointés du doigt la hausse des taux d'intérêt et de la charge de la dette. Sur ces six milliards, quatre concerneront les dépenses civiles des différents ministères et deux le budget de la Sécurité sociale. Ces mesures toucheront l'ensemble de la population sauf... les très riches qui échappent à nombre d'impôts, le gouvernement se refusant toujours de les faire passer à la caisse. Quant aux superprofits des entreprises, pas question non plus d'y toucher. Une nouvelle dose d'austérité pour les classes populaires.

• 28/04/2026

« La fraude des pauvres est une pauvre fraude » (ATD QUART MONDE)

La Défenseure des droits, Claire Hédon, a remis un rapport le 24 avril dénonçant les dérives de la lutte contre la « fraude sociale ». À l'heure où les organismes ont de plus en plus recours aux algorithmes, la complexité des démarches et la dématérialisation mal accompagnée constituent désormais des obstacles souvent insurmontables. Résultat : de nombreux allocataires de prestations sociales se retrouvent accusés d'être des fraudeurs par suite d'une simple erreur. Le rapport dénonce de plus le « sur ciblage » des plus précaires par les contrôles, ainsi que « des modalités de recouvrements frauduleux », ne préservant pas les moyens d'existence pour les usagers et leurs familles.

Mais les médias et les politiciens réactionnaires font mine de s'étrangler d'indignation. Retailleau, président des LR, a qualifié ce rapport d'« injustifiable », en déclarant que « le Défenseur des droits n'a pas été créé pour défendre les fraudeurs ». On nous dit que cela représenterait une perte de 14 milliards d'euros, en oubliant que sous le terme « fraude fiscale », on désigne à la fois la fraude aux prestations et la fraude aux cotisations sociales, commise par des employeurs, qui représente plus de la moitié du montant total. Et, surtout, on évite de parler de la fraude fiscale, évaluée, elle, entre 80 et 120 milliards, et encore moins des capitalistes qui, en toute légalité et avec l'aide de leurs banquiers, échappent à l'impôt. Dans ce cas, on ne parle pas de fraude, mais d'« optimisation »... À ceux-là, personne n'ira chercher noise.

La vraie fraude sociale c'est l'argent détourné sur le travail par des riches de plus en plus riches, quand d'autres ont de plus en plus de mal à vivre de leur salaire ou à survivre d'allocations.

THIERRY FLAMAND

En gros, les « gros rouleurs » se font rouler

Cinquante euros pour couvrir le surcoût des pleins d'essence, ça vous suffit ? En tout cas, c'est tout ce que le gouvernement a prévu de verser aux travailleurs qui roulent beaucoup dans le cadre de leur activité professionnelle. Ce n'est pas seulement une aide insuffisante pour une fraction restreinte des classes populaires. C'est aussi une subvention déguisée aux vrais profiteurs de la flambee des prix du carburant, à savoir les grands groupes de l'énergie, Total en tête.

Les responsables politiques prétendent sauver les indépendants en galère, en l'occurrence les infirmières libérales et les artisans itinérants qui n'arrivent plus à remplir leur réservoir. Cinquante euros ne suffiront sans doute pas à maintenir leur petite entreprise à flots, mais ils détourneront peut-être leur regard du milliard de profits fait par Total rien qu'au mois de mars ?

Fait notable, certains salariés pourront profiter du dispositif, à condition d'habiter à plus de 15 kilomètres de leur travail ou d'utiliser leur voiture personnelle pour exercer leur métier plus de 8 000 kilomètres par an. Dans ce dernier cas, qui est celui de certaines aides à domicile par exemple, les employeurs doivent d'ores et déjà rembourser les frais de déplacements. Et on les imagine bien arguer de la nouvelle aide publique pour ne pas augmenter leurs versements, même si le barème kilométrique fixé pour l'année est devenu complètement caduc...

En parallèle, le dispositif « leasing social » va faire son retour et concerner 100 000 véhicules. Autre subvention déguisée pour le grand patronat, de l'automobile cette fois, qui trouve un débouché pour ses produits, puisque les voitures éligibles doivent être de fabrication française. Toute cette politique se fait au nom de la « souveraineté » et de l'indépendance de la France par rapport aux hydrocarbures du Golfe. Ces arguments, dans l'ambiance nationaliste et militariste actuelle, pèsent plus dans le sens de la transition énergétique que la pourtant nécessaire et incontournable défense de l'environnement. Tout un symbole !

BASTIEN THOMAS

Quand le RN passe à table : le déjeuner de cons

Le 8 avril, le patronat avait mis les petits plats dans les grands pour inviter Marine Le Pen chez Drouant, une grande table parisienne. Se trouvaient autour de la table, l'homme le plus riche de France, Bernard Arnault, PDG de LVMH, son homologue de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, celui de Capgemini, Paul Hermelin, un fils Bolloré et tout le gratin du CAC 40.

Le principal syndicat patronal a remis le couvert le 20 avril. Patrick Martin, le patron des patrons, a invité Jordan Bardella à déjeuner avec le bureau exécutif du Medef, avenue Bosquet à Paris.

Le président du Rassemblement national, qui clame « qu'il n'a pas l'entreprise honteuse », s'y est rendu accompagné de son conseiller en matière économique, François Durvy, ce financier, administrateur de la holding d'investissements du milliardaire Pierre-Édouard Stérin, qui aime à déclarer : « Sur l'immigration, je suis plus à droite que l'extrême droite. » Pas de quoi effrayer Bardella ni le Medef !

Le Rassemblement national avait déjà multiplié les gestes d'allégeance au patronat : à l'Assemblée nationale les députés RN ont refusé de relever la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du capital. Ils ont voté contre la minuscule contribution exceptionnelle sur les hauts revenus et contre la

taxe Zucman, pourtant bien inoffensive. Le parti d'extrême droite a toujours refusé les augmentations du Smic.

À l'occasion de ces ripailles avec les grands patrons, Le Pen et Bardella leur ont écrit une lettre annonçant leur volonté de « lever les verrous normatifs qui freinent le développement économique ». En clair : à bas les normes et vive l'exploitation sans limites ni contraintes ! Les patrons n'ont même pas besoin de donner des ordres, le RN les devance et se soumet ventre à terre. Avec des politiciens si dociles et si bien dressés, le patronat n'a vraiment pas de souci à se faire si d'aventure ils devaient arriver au pouvoir. Les classes populaires, par contre, quelles que soient leurs origines ou leur nationalité, ont tout intérêt à se rassembler et à lutter, dès maintenant, pour défendre leurs conditions d'existence.

MICHEL GRANDRY

L'aile ou la cuisse : la mairie de Saint-Ouen en guerre contre le poulet

Karim Bouamrane, maire (PS) de Saint-Ouen depuis 2020, a les dents qui rayent le parquet. Après avoir cru à un poste de Premier ministre en 2024, il avait prévu de prendre en avril la tête de l'intercommunalité. Défait par Bally Bagayoko, maire LFI de Saint-Denis, il se trouve aujourd'hui enfin face à un adversaire à sa mesure : Master Poulet, enseigne de restauration rapide qui vend du poulet bon marché. Au nom de la défense de la nourriture saine et du calme dans ce quartier qui accueille la table du chef (et patron exploitateur) Thierry Marx, le maire part en croisade contre l'enseigne. Son intolérance pour la malbouffe est à géométrie variable : un Burger King se situe à 50 mètres du Master Poulet.

Le maire n'a rien contre les groupes capitalistes de restauration rapide, mais contre les groupes de jeunes de quartiers populaires, friands de cette enseigne à la mode. Bouamrane, qui avait décrété il y a quelques années un couvre-feu à 22 heures et

une augmentation du nombre de policiers, préfère les poulets armés au poulet braisé !

Après que le tribunal a ordonné d'enlever les 14 blocs de béton que le maire avait installé pour barrer l'accès au restaurant, celui-ci a récidivé avec plusieurs pots de fleurs géants particulièrement odorants aux frais de la mairie – sur une ligne budgétaire dédoublée à la démagogie sécuritaire ?

Espérons que les habitants rabattent le caquet de ce coq particulièrement bruyant. Et qu'ils refusent de donner crédit le moindre crédit à Master Poulet, qui profite de l'acharnement stupide du maire pour se faire passer pour un héros de la lutte contre la vie chère, affichant sur son fronton : « Nous refusons d'augmenter nos prix, n'en déplaie à Karim ». Le groupe aurait pu ajouter : « Nous refusons de baisser nos marges, n'en déplaie à nos 800 salariés payés à peine au-dessus du Smic. »

ROBIN KLIMT

UKRAINE

AUX CIVILS LES CRIMES DE GUERRE ET AUX CAPITALISTES LES CONTRATS JUTEUX

1900 drones, 1400 bombes aériennes guidées et 60 missiles russes ont été lancés sur l'Ukraine entre le 18 et le 25 avril. Les morts civils s'accumulent à Odessa, mais aussi à Kiev, loin du front. Le régime de Poutine a ciblé tout l'hiver les infrastructures énergétiques, privant la population de chauffage. En ce printemps, l'armée russe détruit systématiquement les installations hydrauliques qui alimentent les Ukrainiens en eau. Les privations et la terreur contre les civils, bien qu'elles soient qualifiées de « crimes de guerre », font partie de l'arsenal de toute puissance belligérante depuis la Seconde Guerre mondiale, et la Russie capitaliste ne fait pas exception.

Le régime de Zelensky n'hésite pas, lui non plus, à recourir à ce genre de méthodes terroristes. Son armée envoie désormais plus de drones frapper le territoire russe que l'inverse. Depuis le 20 avril, des bombardements répétés contre des installations pétrolières à Touapsé, sur la mer Noire, ont déclenché une catastrophe environnementale de grande ampleur. Les travailleurs du pétrole, ainsi que la population sont exposés à des hydrocarbures dangereux pour la santé, dans l'indifférence coupable des autorités russes qui nient toute pollution et laissent le soin à des bénévoles associatifs de protéger les habitants avec les moyens du bord !

Voilà à quel genre d'opérations serviront les 90 milliards d'euros de prêts accordés à l'Ukraine par l'Union européenne le 23 avril, lors du sommet de Chypre, qui s'ajoutent aux 190 milliards déjà versés. Le veto que la Hongrie opposait jusque-là a été levé. La défaite d'Orbán aux législatives y est certainement pour quelque chose, mais

son successeur (adversaire et néanmoins ancien dauphin) a tout de même exigé une contrepartie de taille : que l'Ukraine répare l'oléoduc « Droujba » pour reprendre l'exportation de pétrole russe vers la Hongrie.

Ces sommes empruntées, qui dépassent largement la production totale annuelle de l'Ukraine, viennent alourdir une dette publique dont le remboursement pèsera dans l'avenir sur la population travaillante, réduisant le pays à l'état de semi-colonie économique. D'où le refus réitéré par la France et l'Allemagne d'entamer le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, afin de lui signifier sa place au plus bas de la chaîne alimentaire capitaliste.

Ces prêts enrichissent les grands groupes de l'armement, américains et européens pour l'essentiel, mais aussi ukrainiens. Ces derniers se taillent une réputation et les parts de marché qui vont avec dans le domaine des drones low cost. Des ac-

cords de défense ont été signés pour dix ans avec le Qatar et l'Arabie saoudite, pressés de trouver des moyens bon marché d'intercepter les drones iraniens, accords-cadres qui devraient déboucher sur des contrats d'exportation d'armes vers le Golfe. Pendant la guerre, les affaires continuent !

RAPHAËL PRESTON

40 ans après Tchernobyl, le danger nucléaire comme arme de guerre

Dès février 2024, Tchernobyl devenait une zone de guerre dans laquelle des soldats russes s'irradiaient sans le savoir en creusant des tranchées. En février 2025 une frappe russe a endommagé le fragile « sarcophage » dans le but délibéré de provoquer des fuites radioactives dont le danger est toujours imminent d'après un rapport de Greenpeace du 14 avril dernier. Les frappes contre des sites nucléaires se banalisent dans les guerres actuelles : Poutine a visé Tchernobyl et la centrale de Zaporijjia, Trump les installations iraniennes du nucléaire militaire et civil.



Visa pour le front : la Russie recrute des soldats en Afrique

Depuis janvier 2026, des journalistes de CNN ou de Radio France ont témoigné sur un système de recrutement de ressortissants africains dans les forces russes. Le bilan estimé : entre 1400 et 3000 travailleurs enrôlés de force, piégés par des contrats civils frauduleux leur promettant un emploi, un meilleur salaire, ou une poursuite d'études avec embauche à la clé. Une fois en Russie, ils signent – sans le comprendre – un contrat militaire, et se retrouvent expédiés sur le front ukrainien avec une formation minimale.



Les témoignages sont glaçants. Ces hommes servent de chair à canon, envoyés en première ligne pour percer les défenses ennemies. S'ils tentent de fuir, ils sont torturés ou tués. Leur seul espoir : se faire capturer par l'armée ukrainienne et attendre que leur ambassade organise un rapatriement – sans trop froisser Moscou. Cyril Ramaphosa, président d'Afrique du Sud, avait ainsi exprimé sa « profonde gratitude » envers Poutine pour le retour de 17 soldats... alors que des centaines d'autres sont probablement encore sur le front.

La Russie cible un continent ravagé par le chômage – jusqu'à 40 % au Cameroun – où le salaire moyen dépasse rarement 200 euros par mois. En face, les 900 à 2 500 euros promis par la Russie ressemblent à un Eldorado... qui mène directement aux tranchées. Des agences de recrutement offrent le visa et le billet d'avion. Le Kenya, le Togo, le Cameroun, l'Égypte : plus d'une trentaine de pays seraient concernés.

Ces méthodes disent beaucoup sur l'état de la Russie de Poutine. Depuis le début de la guerre, les pertes sont co-

lossales, et la conscription interne montre ses limites. Ce sont d'abord les plus pauvres et les minorités ethniques qui payent – Daghestanais, Bouriates, Iakoutes, Kirghizs, Ouzbeks parfois menacés de ne pas voir leurs papiers renouvelés s'ils refusent de s'engager. Des prisonniers russes ont aussi été recrutés. Moscou est désormais obligée de ratisser bien au-delà de ses frontières.

Rien à voir, évidemment, avec les puissances impérialistes occidentales qui ont mobilisé des millions d'hommes dans leurs colonies pour les fronts de leurs guerres mondiales. Mais cela dit quelque chose de l'influence réelle de la Russie en Afrique, même si elle passe par des réseaux informels et illégaux. Une influence construite sur la dépendance alimentaire (61 % des besoins en blé de l'Égypte sont assurés par Moscou, des cadeaux de blé sont « offerts » au Mali et en Centrafrique), des collaborations militaires avec des juntes militaires et une propagande anti-occidentale qui table sur un ressentiment légitime pour mieux s'y substituer. Le résultat : des centaines de jeunes Africains meurent dans une guerre qui n'est pas la leur, comme des centaines d'Asiatiques, de Russes ou d'Ukrainiens.

IZIA TVARSKAIA

Mali : une crise dont l'impérialisme français est le premier responsable

Dimanche 26 avril, la ville de Kidal, au Nord Mali, est tombée aux mains des rebelles nationalistes Touareg du Front de libération de l'Azawad (FLA), alliés de groupes djihadistes qui depuis des années sillonnent le pays et vivent sur le dos de la population. Le groupe paramilitaire russe Africa Corps, embauché par le régime pour épauler son armée, a dû négocier les conditions de son retrait de la ville. La veille, dans la banlieue de la capitale Bamako, le ministre de la Défense était tué, lors d'une attaque de sa résidence par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda. Les militaires au pouvoir depuis le renversement en 2020 d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK, l'homme de main de l'impérialisme français), n'ont pas été davantage capables, malgré l'aide de mercenaires russes, d'enrayer les ambitions de contrôle territorial des chefs indépendantistes du Nord, ou le développement de bandes armées.

« Le développement de ces bandes armées est le fruit d'une misère dont l'impérialisme français, [...] est en premier lieu responsable. »

Le développement de ces bandes armées est le fruit d'une misère dont l'impérialisme français, ancienne puissance coloniale, est en premier lieu responsable. Les Bouygues et Bolloré sont parmi les principaux pilleurs du pays. C'est sur cette base que des chefs de guerre, se réclamant de l'islam pour se donner une raison d'être et des alliances, ont recruté des jeunes.

La crise que connaît le Mali s'est aggravée depuis 2011 dans le nord du pays, après l'intervention militaire en Libye. Dix ans

d'opérations militaires de la France de 2013 à 2022 (Serval puis Barkhane), pour prétendument lutter contre le terrorisme, ont surtout été marqués par les bavures de l'armée française, dont ont été victimes les populations. D'où l'impopularité croissante du pouvoir que la France soutenait. C'est sur la misère qu'avaient aussi surfé, en 2020, les officiers qui, derrière le colonel Goïta, s'étaient arrogé le pouvoir par deux coups d'État successifs. Le mécontentement était surtout social et le gouvernement français avait collaboré avec ce nouveau régime, lui prodiguant son aide militaire jusqu'en 2022, en espérant qu'il enrayer la colère. Les dernières années du règne d'IBK avaient connu une grève dans les mines d'or du pays pour l'embauche des jeunes (en 2018), suivie d'une grève des cheminots contre les salaires impayés et les licenciements (en 2019), puis des manifestations massives dans les rues de Bamako en 2020, après des élections législatives grossièrement

truquées au profit des candidats du régime. En août, Goïta et ses militaires putschistes se faisaient acclamer en renversant un régime de plus en plus détesté.

Les illusions qu'ils ont semées alors, et qui avaient pris quelques couleurs à l'occasion de la rupture avec la France deux ans plus tard, sont tombées. Mais les cliques qui se succèdent au pouvoir sont surtout semblables à celles qu'elles renversent. La crise que traverse le Mali (comme d'autres pays d'Afrique) est avant tout le résultat du pillage de ses richesses... par des compagnies impérialistes occidentales ou russes et aussi, pour ce qui est de l'impérialisme français, de l'exploitation forcée de sa main-d'œuvre immigrée en France, sur les chantiers de bâtiment, dans la restauration et le nettoyage.

OLIVER BELIN

EN IRAN, LA RÉPRESSION REDOUBLE D'INTENSITÉ

En Iran, la répression bat son plein. Une répression à la mesure de la crainte qu'a suscitée chez les dirigeants la révolte de décembre 2025 et janvier 2026, qui a mobilisé des millions d'Iraniennes et d'Iraniens.

« Le régime profite de la guerre, accusant tous ses opposants d'être des instruments des États-Unis et d'Israël. »

En 2025, au moins 1 639 personnes avaient été exécutées, selon le rapport publié par deux ONG, Human Rights et Ensemble contre la peine de mort, en augmentation de 68 % par rapport à 2024. C'était le chiffre le plus élevé depuis 1989.

Depuis, les sbires du régime ont massacré, tuant sans doute plus de 30 000 personnes, tandis qu'un plus grand nombre encore ont été arrêtées. Le régime profite de la guerre, accusant tous ses opposants d'être des instruments des États-Unis et d'Israël, et les exécutions sont nombreuses.

En tout cas, ce ne sont pas les bombardements et les menaces de Trump-Netanyahou qui y mettront un terme, ce n'est d'ailleurs pas leur objectif.

J.-J. F.

GUERRE EN IRAN : UN BRAS DE FER TRÈS INÉGAL

Alors que se poursuit un ballet diplomatique incertain entre les États-Unis et l'Iran, le cessez-le-feu sine die décidé par Trump en Iran a tourné au bras de fer : blocus maritime de l'Iran contre contrôle par ce dernier du détroit d'Ormuz.

Les bombardements américains et israéliens sur l'Iran n'ont pas abouti au résultat escompté par Trump d'obtenir, sinon une chute du régime, du moins, comme au Venezuela, le ralliement d'une partie de l'appareil d'État. Pari perdu, donc : malgré un écart abyssal des moyens militaires, l'appareil d'État iranien ne s'est pas effondré.

Mais le bras de fer actuel est tout aussi asymétrique que l'était le conflit armé. Côté iranien, le blocus américain commence à produire des effets, et le rationnement semble s'installer dans le pays. Difficile de savoir combien de temps le régime peut tenir, ni quelles sont ses capacités d'adaptation. Mais, du côté des États-Unis, la situation est évidemment bien moins urgente.

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE NE SONT PAS LES MÊMES POUR TOUS LES PAYS

Partout, la population ressent déjà les effets de cette guerre par une hausse importante des prix, en particulier des carburants. Même si un accord était trouvé rapidement, non seulement des millions de personnes dans le monde basculeront dans la pauvreté, mais des milliers d'entreprises, petites ou non, risquent de se trouver en cessation de paiement, pour peu que leur trésorerie soit en équilibre précaire. C'est une véritable crise qui se profile à l'horizon.

Cela dit, tous les pays ne sont pas touchés de la même manière : « Les difficultés économiques se feraient sentir de manière inégale, l'Asie étant la plus exposée, tandis que l'Europe ferait face à des vents contraires. Parmi les mieux positionnés figurent les États-Unis, le Canada et les exportateurs de pétrole situés hors du Moyen-

Orient », affirme une note du groupe financier américain, Citigroup, citée par *Le Monde* le 10 avril. Les États-Unis sont, par exemple, devenus le premier producteur mondial d'hydrocarbures, et leurs ventes ont augmenté de 33 % depuis le début de la guerre en Iran, en particulier en direction des pays d'Asie.

La guerre en Iran s'inscrit dans le partage du monde voulu par les États-Unis et auquel Trump a donné un coup d'accélérateur brutal dans tous les sens du mot. Aujourd'hui, l'administration Trump a du mal à trouver une issue acceptable pour elle à la guerre qu'elle a déclenchée. Mais si, partout, l'économie est mise à mal, les mois qui viennent permettront de voir plus clairement comment les différents pays auront encaissé le choc. En tout cas, pour l'instant, ce sont surtout les concurrents des États-Unis qui connaissent des problèmes d'approvisionnement, en particulier les pays d'Asie. Et, malgré les embarras actuels, il n'est pas dit que les États-Unis ne sortent

pas renforcés par rapport à leurs concurrents.

CE QUI POURRAIT VRAIMENT INQUIÉTER LA BOURGEOISIE AMÉRICAINE

Bien sûr, l'administration Trump doit faire face à une impopularité croissante. Mais c'est le lot de tous les dirigeants de la bourgeoisie, ce qu'ils appellent « l'usure du pouvoir ». Si cela aboutit au retour des Démocrates, cela n'a rien de préoccupant pour les classes dirigeantes américaines.

Une seule chose pourrait tout de même les inquiéter : que la colère des classes populaires se traduise autrement que par cette alternance habituelle. Que la petite vague de grèves que connaissent les États-Unis s'amplifie ; que les travailleurs s'organisent eux-mêmes, contre l'appareil d'État, comme ils l'ont fait à Minneapolis contre les sbires de l'ICE. Et que les travailleurs tournent le dos aux partis institutionnels pour défendre une politique propre aux classes populaires. Leur inquiétude, notre objectif !

JEAN-JACQUES FRANQUIER



UN IMMEUBLE DE TÉHÉRAN DÉTRUIT PAR LES BOMBARDEMENTS.

LIBAN Netanyahou et Trump façonnent à coups de bombes la carte du Liban

Le 24 avril, un sommet « informel » des dirigeants de l'Union européenne (UE) s'est tenu à Chypre. En plus de décider, en présence de Zelensky, l'octroi d'un prêt à l'Ukraine de 90 milliards d'euros, les dirigeants de l'UE se sont penchés sur le sort du Moyen-Orient. Tous étaient contents de la présence du président libanais Joseph Aoun et de son récent homologue syrien, Ahmed al-Charaa, ainsi que du dictateur égyptien Abdel Fattah al-Sissi, ainsi que du prince héritier de Jordanie Hussein, présence qui peut donner l'illusion que leur avis importe sur le terrain. Dans la réalité, tout le monde sait que les véritables décisions se prennent à Washington, quand elles ne sont pas déléguées au gendarme local israélien.

« Le cessez-le-feu au Liban, paraît-il imposé par Trump à Netanyahou, [...] n'empêche pas l'armée israélienne de poursuivre ses bombardements sur Beyrouth. »

Le cessez-le-feu au Liban, paraît-il imposé par Trump à Netanyahou, et les négociations ouvertes à Washington entre représentants israéliens et libanais, n'empêchent pas l'armée israélienne de poursuivre ses bombardements sur Beyrouth comme dans le sud du pays, sous prétexte que la lutte contre le Hezbollah ne fait pas partie de l'accord de cessez-le-feu opportunément signé avec les factions libanaises hostiles au Hezbollah. Car le Liban est un pays morcelé, une mosaïque de populations artificiellement divisées en « communautés » religieuses réparties sur des territoires sous contrôle de véritables seigneurs de guerre. L'armée « nationale » libanaise n'est rien d'autre que le bras armé d'une de ces factions, incapable de s'imposer aux autres, en particulier au Hezbollah.

Les bombardements israéliens sur le Liban - qui ont fait, selon le ministère de la Santé libanais, plus de 2 000 morts, 7 000 blessés et des millions de déplacés -

sont destinés à réduire les capacités militaires du Hezbollah, sinon à néant, du moins à un niveau gérable par la faction au pouvoir. Mais aussi à semer la terreur dans la population pour la dissuader de seulement espérer pouvoir peser sur son destin.

L'armée israélienne poursuit donc ses raids. Après avoir bombardé tous les villages d'une zone « tampon » en pénétrant sur plusieurs dizaines de kilomètres en territoire libanais, elle déploie ses bulldozers pour détruire la moindre habitation, le moindre bâtiment. Non sans avoir laissé soldats et réservistes piller les maisons, emportant meubles, tapis, motos, ainsi que le quotidien israélien Haaretz et son confrère libanais L'Orient-Le Jour l'ont révélé, après confirmation par des commandants israéliens.

Macron prétend faire la leçon aux dirigeants israéliens sur leur comportement au Liban ainsi qu'en Cisjordanie et à Gaza. Et préconise de financer le renforcement de l'armée libanaise pour pouvoir désarmer le Hezbollah. Une politique guère différente de ce que Netanyahou et Trump font sur le terrain et que les dirigeants européens, Macron en tête, se gardent d'autant moins de condamner sur le fond qu'elle sert fondamentalement leurs intérêts.

J.-J. F.

MANIFESTATIONS EN ALBANIE, LA SUITE DU « PRINTEMPS DES BALKANS »

« Pour l'instant, les mots d'ordre des manifestations se sont avant tout concentrés sur la corruption du gouvernement [...] Mais les perspectives de la colère justifiée des classes populaires d'Albanie se trouvent bien au-delà du paysage politique bipolaire et corrompu jusqu'à la moelle du pays. »

Le 23 mars, et à nouveau le 17 avril, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans le centre de Tirana. Rapidement, la manifestation a tourné à l'affrontement violent avec les forces de police - pluie de cocktails molotov et de feux d'artifices d'un côté, gaz lacrymogène et canon à eau de l'autre. Ce ne sont que les dernières d'une série de manifestations importantes et souvent explosives depuis décembre 2025, déclenchées par la chute de la vice-Première ministre, Belinda Balluku, visée par des accusations de corruption. Derrière elle, c'est Edi Rama du Parti socialiste, descendant du Parti des travailleurs d'Albanie d'Enver Hoxha, qui est visé par les manifestants. Au pouvoir depuis 2013, il a mis en place une politique de privatisation et d'austérité sans précédent, permettant à des patrons proches du pouvoir de s'enrichir considérablement. Sur le plan de la politique extérieure, il a

mené une politique d'alignement total derrière Washington, permettant en 2022 l'installation d'un « quartier général avancé des forces d'opérations spéciales ». Depuis le déclenchement du génocide à Gaza, le gouvernement a systématiquement apporté son soutien à l'État israélien, s'abstenant par exemple lors des votes à l'ONU demandant un cessez-le-feu, et criminalisant toute critique contre Israël.

Pour l'instant, les mots d'ordre des manifestations se sont avant tout concentrés sur la corruption du gouvernement, et c'est l'opposition bourgeoise qui est restée à leur tête.

Mais les perspectives de la colère justifiée des classes populaires d'Albanie se trouvent bien au-delà du paysage politique bipolaire et corrompu jusqu'à la moelle du pays. D'autant plus dans un pays marqué par l'émigration

En Cisjordanie, colons et militaires tuent en toute impunité

En Cisjordanie, mardi 21 avril, des colons israéliens, parmi lesquels des réservistes de l'armée, ont attaqué Al-Moughaïr, une bourgade de 4 000 habitants proche de Ramallah. Un adolescent de 14 ans a été délibérément tué par balle devant l'école, alors qu'il tentait de fuir la zone. Quelques minutes plus tard, un homme qui tentait de venir en aide à sa famille a lui aussi été soigneusement visé et tué.

Ce ne sont pas des actes isolés : c'est au contraire avec la complicité et même l'appui de l'armée que les colons mènent cette politique criminelle. « Depuis le 7-October, nous avons eu 315 blessés et 6 morts, 35 maisons brûlées », affirme le maire d'Al-Moughaïr. Les cultivateurs ne peuvent désormais plus accéder autour de la bourgade qu'à 90 hectares de terre, contre 4 300 avant le 7 octobre 2023 ! Une politique encouragée par le gouvernement israélien qui vient de décider l'implantation de 34 colonies, portant à 104 le nombre de nouvelles colonies depuis 2023.

En morcelant la Cisjordanie en petits îlots palestiniens, séparés par des zones protégées par l'armée israélienne parce que contenant des colonies, le gouvernement de Netanyahou veut non seulement éradiquer l'idée même d'un État palestinien, mais rendre la vie impossible aux habitants. Des crimes qui ne tirent aux dirigeants occidentaux que des larmes de crocodile.

J.-J. F.



SOLADAT ISRAËLIEN EN CISJORDANIE
FÉVRIER 2023 | ISSAM RIMAWI, AGENCE ANADOLU

massive - entre 5 et 6 millions d'Albanais vivent hors des frontières du pays -, les regards peuvent se porter sur le contexte social dans toute la région : deux mouvements sociaux énormes en moins de trois ans en Serbie, des manifestations massives contre la corruption en Roumanie et en Bulgarie, la défaite d'Orbán en Hongrie, qui fait suite à des manifestations massives, et plusieurs journées de grève générale en Grèce suite à l'accident ferroviaire mortel de 2023. Une série de mobilisations populaires que certains ont déjà qualifié de « printemps des Balkans ». Dans ce contexte régional bouillonnant, chaque nouveau coup de colère pourrait mettre le feu aux poudres et provoquer un embrasement social régional. On ne peut que l'espérer !

DIMA RÜGER

Dossier

Le 1^{er} mai,**journée internationale de lutte de la classe ouvrière**

→ Le 1^{er} mai 1886, une grève massive paralysait Chicago, avec pour objectif la réduction de la journée de travail à huit heures. Trois ans plus tard, l'Internationale ouvrière appelait à faire de cette date une journée internationale de grève et de manifestation pour la journée de huit heures. Depuis, chaque année, la mobilisation de millions de travailleurs et travailleuses dans le monde montre que, contre l'exploitation et l'oppression, la classe ouvrière continue encore et toujours de lutter.

C'est vrai aux États-Unis, où une classe ouvrière, en grande partie immigrée, victime du racisme, sait se battre et se défendre contre des conditions de vie insupportables. Mais aussi en Afrique, d'où sort désormais une grande partie de ces « métaux rares » indispensables à l'industrie moderne, et où les mineurs se battent malgré des conditions d'exploitation impitoyables. Sans oublier l'Iran, où malgré la répression féroce du régime et les attaques impérialistes, les grèves ouvrières n'ont pas manqué ces dernières années.

Une lutte que les directions syndicales et partis de la gauche institutionnelle aimeraient maintenir dans le cadre des étroits « États nation », n'hésitant pas à se ranger derrière des mots d'ordre nationalistes tels que le « produisons français ». À l'opposé, c'est en renouant avec le caractère internationaliste du 1^{er} mai, en se coordonnant par-delà des frontières tracées et hérissées par des bourgeoisies, que la classe ouvrière tissera des perspectives pour en finir avec l'exploitation.

Face à Trump et au patronat américain : vague de grèves dans la principale puissance impérialiste

A lors que Trump intensifie les agressions militaires partout dans le monde, une vague de grèves a lieu depuis le début de l'année. C'était le cas depuis le début de son second mandat dans les services publics, notamment l'éducation et la santé, contre les coupes drastiques de l'administration. Mais depuis deux mois, des grèves secouent également l'industrie manufacturière et l'agroalimentaire.

Une des plus importantes a eu lieu dans l'une des plus grosses usines de transformation de viande du pays, à Greeley, dans le Colorado. Le 16 mars, 3 800 ouvriers ont débrayé, une première depuis 1980. La majorité de ces travailleurs sont des immigrants - plus de 50 langues sont parlées dans l'usine. La grève a duré trois semaines, et la direction a dû notamment céder sur l'augmentation des salaires de 1,50 dollar par heure et l'arrêt du prélèvement sur les salaires des sommes pour fournir ou remplacer les équipements de protection.

Des grèves ont également eu lieu au Minnesota, à Paynesville, dans l'usine laitière AMPI Dairy, pour exiger des augmentations et de meilleurs soins de santé, ainsi que dans l'État de Washington, dans l'usine agroalimentaire Welch's.

Une des grèves les plus significatives a eu lieu sur le chantier de construction navale de la marine américaine du groupe General Dynamics Bath Iron

Works, dans le Maine. Le 23 mars, 630 ouvriers ont débrayé pour exiger, là encore, des augmentations de salaire. Un véritable pied de nez au ministre de la Guerre, Pete Hegseth, qui déclarait quelques jours plus tôt que les ouvriers de l'armement devaient augmenter les cadences pour faire face aux besoins provoqués par l'agression contre l'Iran.

Le lendemain, les ouvriers de l'usine de Freudenberg-NOK de Findlay, dans l'Ohio, débrayaient aussi. Ils fabriquent des technologies d'étanchéité essentielles aux chaînes d'approvisionnement industriel. La grève dure encore, pour de meilleures protections au travail, ainsi que des augmentations.

Cette liste est loin d'être exhaustive. Certes, ces grèves restent séparées les unes des autres, avec chacune ses revendications. Mais elles démontrent que face à la brutalité croissante de l'impérialisme, même dans la principale puissance, les travailleurs et travailleuses refusent de se laisser faire. Plus l'escalade guerrière menée par l'impérialisme américain s'accélérera, plus ses contradictions peuvent éclater en luttes de classe.

AURÉLIEN PÉRENNA

Contestation sociale et politique en Iran

Prise en tenaille entre la chape de plomb du régime et les agressions internationales, la classe ouvrière iranienne est l'une des plus combatives du Moyen-Orient.

UNE TRADITION D'ORGANISATION

Dans les années 1980, la République islamique a difficilement écrasé les conseils ouvriers (shoras), organes parfois puissants issus de la révolution de 1978-1979, en les remplaçant par des institutions de collaboration de classe, les « shoras islamiques ». Mais elle n'a pas pu écraser toute forme de contestation et d'organisation, avec des comités de lutte, des associations de travailleurs, voire des syndicats tolérés par intermittence, comme, depuis les années 2000, celui des travailleurs des bus de Téhéran, Vahed.

ET UNE NOUVELLE VAGUE DE CONTESTATION

Depuis 2016, l'Iran a connu une vague de grèves d'abord dispersées, puis peu à peu synchronisées. Le mouvement de 2018-2019 contre le coût de la vie a ainsi démarré par des grèves des routiers qui se sont étendues dans l'enseignement et l'industrie.

La grève de 2020 des travailleurs précaires du pétrole et de la pétrochimie pour les salaires, le logement, la santé et la sécurité de l'emploi, s'est étendue en 2021, à des raffineries, complexes pétrochimiques, centrales électriques et usines, avec des mobilisations parfois coordonnées à l'échelle nationale, paralysant des secteurs clés. Des grèves ont éclaté la même année dans les hôpitaux contre les conditions de travail et la gestion du Covid.

En août 2024, la mort d'épuisement d'une infirmière de Sepidan, Parvaneh Mandani, a déclenché des grèves et manifestations contre la surcharge de travail, pour l'augmentation des salaires, le paiement des heures supplémentaires, contre la pénurie de personnel et la précarité, malgré la répression.

Celle-ci reste sévère : menaces de licenciement, attaques violentes de miliciens, arrestations et condamnations lourdes, jusqu'à la peine de mort, comme pour Sharifeh Mohammadi, militante du Comité de coordination de l'aide à la formation d'organisations de travailleurs, condamnée en 2024. Lors du mouvement de décembre et janvier derniers, des grèves ont néanmoins éclaté dans la mine d'or de Zareh Shuran, sur des plateformes pétrolières offshore, dans des gares et dépôts ferroviaires de Téhéran, des usines sucrières du Khouzistan, des hôpitaux de nombreuses villes...

Inflation, bas salaires, retards de paiement et privatisations alimentent ces mobilisations, qui se transforment en contestation politique du régime.

JEAN-BAPTISTE PELÉ



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : LA COLÈRE REMONTE DES MINES

En République démocratique du Congo (RDC), la révolte des travailleurs est contagieuse face à des conditions de vie et de travail insoutenables.

SECTEUR MINIER : UNE COLÈRE EXPLOSIVE

Dans les mines de cobalt, de cuivre, de coltan et d'autres minerais, les grèves se multiplient. Sur le site de Kisanfu, exploité par Kisanfu Mining (Kimin), liée au groupe chinois China Molybdenum, des centaines de travailleurs ont cessé le travail en octobre 2025 : « *Nous travaillons comme des machines, sans repos ni reconnaissance.* » Ils évoquent des cadences atteignant jusqu'à 336 heures par mois, pour des salaires dérisoires et sans compensation digne de ce nom, mais aussi le racisme des superviseurs étrangers.

À Kolwezi, au sein de la Kamoto Copper Company (KCC), ce sont cette fois les conditions de sécurité qui sont pointées du doigt par les mineurs qui sont entrés en lutte fin 2025. Car les sites sont régulièrement envahis par des creuseurs

clandestins, symptôme de la misère généralisée et de l'incurie de l'État. Les affrontements avec ces derniers se multiplient, ce qui met les travailleurs en danger.

Dans une autre ville du sud du pays, Lumumbashi, les agents de la Compagnie minière de développement (CDM) sont entrés en grève en janvier et ont manifesté devant l'Assemblée provinciale de leur région, le Haut-Katanga, pour imposer le respect du salaire minimum et une revalorisation des revenus face à l'explosion du coût de la vie.

Dans le secteur minier, la colère ne cesse ainsi de croître et de s'étendre. Et l'on comprend pourquoi, dans ce pays où les travailleurs sont à l'origine de l'immense richesse qui alimente les industries de pointe, de la Silicon Valley à d'autres pôles technologiques. Car à l'extraction de minerais rares, génératrice de profits colossaux, répond une exploitation humaine tout aussi démesurée.



UNE CONTESTATION QUI DÉPASSE LARGEMENT LES MINES

Au-delà des mines, c'est toute la classe ouvrière de RDC qui est en ébullition. Depuis des années, et avec une intensité accrue ces derniers mois, dans les hôpitaux et les écoles, les travailleurs se mettent en grève pour protester contre les retards de paiement, la précarité des conditions de travail et le non-respect des engagements pris par les autorités.

Malgré la répression, mais aussi en dépit des guerres et de la présence de groupes armés qui ravagent le pays depuis des décennies, les travailleurs de RDC continuent de faire preuve d'une grande combativité.

MARTIN ERAUD

DE LA FLAMBÉE DES PRIX À LA FLAMBÉE DES LUTTES ?

La guerre en Iran, avec l'augmentation des prix de l'énergie et la multiplication des ruptures d'approvisionnement, a déjà des conséquences importantes sur l'économie mondiale. C'est en effet l'occasion pour les capitalistes d'intensifier la guerre de classe, qu'ils mènent à coups de licenciements et d'aggravation des conditions de travail, mais surtout d'une inflation destinée à maintenir leurs profits. Et pour les travailleurs, c'est l'occasion de riposter avec leur arme propre : la grève, notamment pour imposer l'augmentation des salaires face à l'envolée des prix.

Dans de nombreux pays, on observe des mobilisations en ce sens. Aux Philippines, pays très dépendant du Moyen-Orient pour son approvisionnement en énergie, des manifestations importantes ont eu lieu fin mars, notamment à l'appel des syndicats des transports (dans un contexte où nombreux sont ceux qui préfèrent aller au travail en Jeep ou en bus pour éviter de payer trop cher). Le gouvernement a réagi en ne proposant que quelques miettes (des primes ponctuelles largement insuffisantes), et en déclarant en grande pompe un « état d'urgence énergétique » qui ne changera strictement rien au problème de fins de mois des salariés. Mais la colère est toujours là, comme le montrent de nouvelles journées de grève dans le secteur des transports publics mi-avril.

En Inde, où depuis plusieurs mois des manifestations massives avaient lieu contre la casse du code du travail par le président Modi (avec le 12 février 300 millions de grévistes dans la rue), des grèves pour les salaires ont éclaté dans de nombreuses villes en avril, notamment dans les centrales électriques ou dans l'automobile, où certains salariés ont réussi à arracher 35 % d'augmentation.

En Corée du Sud, 40 000 salariés de Samsung ont manifesté le 23 avril et menacent de faire grève plusieurs semaines à partir du 21 mai, pour obtenir leur part des 35 milliards de profits réalisés par leur entreprise au premier trimestre 2026, dont ils n'ont pas vu la couleur.

Le 1^{er} mai sera l'occasion pour tous ces travailleurs et travailleuses de se réunir et de se faire entendre. Quel que soit leur pays, ils et elles sont victimes des mêmes attaques, alors que malgré la crise et les tensions internationales, la bourgeoisie n'a jamais été aussi riche (et pas seulement celle des puissances impérialistes). Espérons que ce soit une étape de remontée des luttes, seule à même d'imposer au patronat une augmentation significative des salaires et leur indexation sur les prix.

ROBIN KLIMT

Changer le monde : plus qu'un vieux rêve, une perspective internationaliste d'actualité

Le 1^{er} mai 2026 n'est-il qu'un écho affaibli d'un glorieux passé, ou les luttes des travailleurs et travailleuses renferment-elles toujours un potentiel révolutionnaire, pour changer le monde ?

L'une des principales limites de nos luttes, c'est qu'elles restent le plus souvent enfermées dans les frontières nationales, avec le concours actif de la très grande majorité des organisations traditionnelles qui prétendent défendre les travailleurs. Pire encore, ces dernières ont tendance à opposer les travailleurs des différents pays les uns aux autres, comme dans le cas de luttes contre les licenciements, où elles réclament le rapatriement de productions dans des frontières nationales, au lieu d'en appeler à la lutte par-delà les frontières.

Des regroupements internationaux existent comme la Confédération des syndicats européens (CSE) ou la Confédération syndicale internationale (CSI), mais ils ne cherchent aucunement à coordonner les luttes.

Pourtant, quel que soit le pays, les travailleurs font face aux mêmes attaques et, souvent, aux mêmes patrons. Ainsi, Peugeot, Opel, Citroën, Fiat, qui disposent d'usines dans tous les pays européens et sur quasiment tous les continents, font partie du groupe Stellantis. À l'heure où les constructeurs automobiles annoncent d'énormes licenciements et des fermetures d'usines entières, comme celle de Poissy en région parisienne, un appel à la lutte dans l'ensemble du groupe permettrait de donner d'autres perspectives.

Quelquefois, une lutte de travailleurs dans un pays devient particulièrement embléma-

tique, et des travailleurs d'autres pays commencent à en discuter. Cela a été le cas lorsqu'en 2023 les travailleurs américains se sont mis en grève simultanément dans les « Big three » (Ford, General Motors et Stellantis), les trois principaux constructeurs automobiles du pays. Il est certain qu'un appel aux travailleurs européens à rejoindre la lutte, au moins dans le groupe Stellantis, aurait rencontré un écho.

Lorsque les patrons ne sont pas les mêmes, les attaques que subissent les travailleurs dans le monde le sont. On peut ainsi penser aux différentes « lois travail », mises en place par Macron quand il était ministre de Hollande, notamment en 2016. Au même moment, en Italie, le gouvernement de Matteo Renzi mettait en place les « Job acts », contenant exactement les mêmes attaques. Dans les deux pays, d'importantes grèves et manifestations ont eu lieu, mais aucune organisation syndicale n'a cherché à établir de lien.

Plus récemment, toujours en Italie, deux journées de grève et de manifestations massives ont été organisées par une partie du mouvement syndical les 22 septembre et 3 octobre, sous le mot d'ordre « Bloquons tout » contre le génocide à Gaza et le militarisme, avec la participation de 2 millions de personnes. Une preuve, tout comme le mouvement de solidarité avec Gaza qui a touché tous les continents, que notre classe peut répondre en nombre quand des perspectives et des aspirations internationalistes lui sont proposées.

ÉDOUARD MCBEYNE

Armement : des chiffres d'affaires en hausse et des profits accumulés

« **P**ersonne par la guerre ne devient grand », sauf les profits. Les coffres-forts des marchands de canons débordent, nourris par les guerres, l'augmentation générale des tensions et le réarmement. Pour le fleuron du secteur, Dassault aviation, c'est 7,4 milliards de chiffre d'affaires, une augmentation de 19 %, Safran affiche +15 % et 31 milliards, Airbus Defence and Space 13 milliards et NavalGroup 4,6. On imagine les profits en proportion. Avec les carnets de commandes, ce sont les cadences qui augmentent. Gavés d'aides et de commandes publiques, boostés par une exploitation toujours plus forte des travailleurs, les géants de l'armement accumulent des fortunes dont manquent cruellement l'hôpital et l'éducation.

Et la tendance n'est pas près de s'inverser. Le groupe Thalès a publié le 21 avril ses résultats du premier trimestre 2026 avec un chiffre d'affaires de 5,3 milliards d'euros (+7,2 %). Ses commandes sont portées principalement par le secteur de la défense (2,2 milliards), en augmentation de 71 % par rapport



à 2025. Et cela grâce à la signature de sept contrats à plus de 100 millions d'euros, dont celui portant sur la livraison de systèmes de défense aérienne au Danemark.

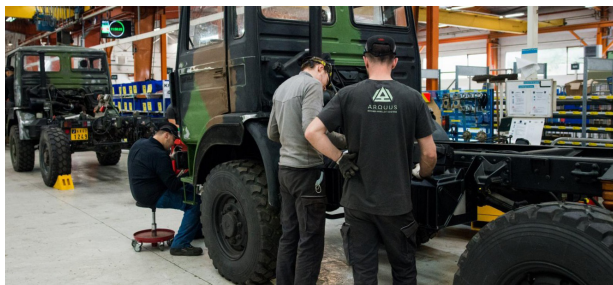
MARINETTE WREN ET HUGO DESPRES

Guerre à la guerre !

Les initiatives pour dénoncer l'action de ces marchands de morts se multiplient, comme la manifestation régionale prévue le 8 mai à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) appelée par le collectif Guerre à la guerre Grand-Ouest.

Cette manifestation doit être l'occasion de réunir les travailleurs des Chantiers de l'Atlantique, où sera construit le prochain porte-avions. Ainsi que ceux de l'entreprise Arquus (véhicule militaire) qui, à contre-courant, supprime des emplois. Voilà qui rappelle que fabriquer des armes ne protège pas du chômage.

ARQUUS SAINT-NAZAIRE : QUAND UN PORTE-AVIONS CACHE LES LICENCIEMENTS



Le secteur militaire supprime des emplois. L'affirmation paraît invraisemblable, surtout à Saint-Nazaire, où le gouvernement promet que la construction du porte-avions en créera des milliers. Pourtant, l'avenir des 250 travailleurs d'Arquus est menacé.

Arquus est une entreprise de construction de véhicules militaires. Elle possède un site à Saint-Nazaire, spécialisé dans la maintenance et la réparation, dont le principal client est l'armée française. Mi-mars, les salariés du site nazairien ont appris une baisse d'activité. Parmi les 250 personnes employées, 44 intérimaires ont déjà pris la porte fin avril, le reste pourrait suivre dans les prochains mois, CDI compris. Car sur le marché du travail, l'État et l'armée sont des grands patrons comme les autres : pour eux, les travailleurs sont aujourd'hui de la chair à patron et demain de la chair à canon !

La construction du porte-avions apporterait 15 000 emplois dans la région, mais avec quelles cadences ? Quels salaires ? Quelle surveillance quotidienne ? Quelle exposition aux fumées de soudage et à l'amiante (toujours présente aux Chantiers de l'Atlantique) ? Et en plus, comme le montre Arquus, sans garanties d'emplois ?

Les travailleurs subissent la concurrence acharnée entre capitalistes, et l'État est du côté des marchands de mort licenciés, avec le soutien des partis politiques qui votent l'augmentation des budgets militaires.

À Saint-Nazaire, le député Matthias Tavel (LFI) a interpellé mercredi 8 avril la ministre des Armées au sujet du site d'Arquus. Il a demandé au gouvernement de soutenir les commandes de maintenance militaire. L'armée y répondra peut-être, mais pour exploiter et préparer la guerre.

Fabriquer des armes n'a jamais protégé face à l'augmentation du chômage et aux dégradations de nos conditions de travail. Pour s'opposer au militarisme, la seule perspective est celle de la solidarité internationaliste, en s'opposant au patronat qui licencie et à l'État qui les soutient !

H. D.

Safran : des dividendes de paix aux dividendes de guerre, on n'arrête pas le progrès ?

Le grand succès de l'entreprise est de savoir « *désapprendre* » les dividendes de la paix, se félicitait, devant un groupe d'experts, Franck Saudo, président de SED, filiale du groupe aéronautique Safran. On ne peut pas dire que l'activité civile du groupe, électronique et moteurs d'avions qui propulsent notamment les Airbus, n'était pas rentable. Mais son secteur électronique et défense (Safran Electronics & Defense ou SED), déjà grassement bénéficiaire, est celui qui, avec l'actualité du monde d'aujourd'hui et le gonflement du budget militaire décidé par Macron, va propulser les profits dans l'espace, se flatte son président pour en convaincre experts... et investisseurs.

À l'image de la Rheinmetall allemande, qui depuis quelques années assume de s'éloigner de ses activités automobiles pour se concentrer sur sa production de défense. Suivie de Renault, qui se lance dans la fabrication de drones, les espérant plus rentables que les Twingo...

Dans cette lignée, en l'espace de deux ans, SED a fait l'acquisition de deux entreprises : Preligens, spécialiste de l'analyse d'images et de vidéos par IA, devenu Safran.AI en 2024, et Syntony en 2026. Spécialiste toulousain du GPS « robuste », Syntony s'était plutôt fait un nom dans des applications civiles, pour la construction souterraine par exemple ; Preligens, elle, était déjà soutenue par un fond du ministère des

Armées et affichait clairement ses ambitions de servir au renforcement et à la sûreté militaire. Sans doute soucieuse de ne fâcher personne et de tirer des dividendes des deux bords, SED communique sur deux fronts : Safran.AI ne se cantonnera pas au militaire, mais pourra fournir des solutions pour le contrôle qualité des avions civils ; quant aux technologies Syntony, SED rappelle qu'elles permettent de résister aux obstacles physiques, mais aussi au brouillage volontaire : bien pratique en cas de guerre (et même pour les avions civils, qui pourraient être la cible d'actes de malveillance) de « puissances hostiles ». Un bon moyen de glaner des investissements tant d'avionneurs civils que de clients militaires.

En interne, SED lance aussi un « challenge d'innovation » à ses salariés sur le thème « *Adapter [à l'industrie de défense] ce qui marche pour le civil* ». Tout un programme ! Et comme toujours, sur le dos des salariés de ces entreprises et de leurs prestataires ou intérimaires : car si Franck Saudo peut se vanter sur LinkedIn d'avoir pu multiplier par six ou sept les cadences de production de certains produits en cinq ans, c'est avant tout grâce au travail des salariés. Qui pourraient bien en avoir ras-le-bol que l'on se fasse du profit sur leur dos et pour une course à l'échalote guerrière !

GABRIEL LAUDIN



ARCELORMITTAL BASSE-INDRE (44) Les subventions se traduisent en pollution et en licenciements

Patrons, politiciens et directions syndicales voudraient verdir la sidérurgie pour garantir son avenir. Cette industrie pollue depuis longtemps, mais maintenant qu'ArcelorMittal menace plusieurs sites de fermeture, la question de la décarbonation devient l'objet d'un double chantage à l'État et à l'Union européenne pour qu'ils subventionnent un four électrique à Dunkerque et le remplacement du chrome VI à Basse-Indre (près de Nantes), sous peine de fermeture.

SUBVENTIONS ET LICENCIEMENTS VONT DE PAIR

Sur le site de Basse-Indre, l'emploi des 340 salariés est suspendu depuis plusieurs années à l'usage du chrome VI, métal utilisé contre la corrosion. Celui-ci, reconnu cancérigène, est interdit en Europe. Mais des dérogations existent : en 2024, ces travailleurs étaient condamnés à l'utiliser jusqu'en 2028, sans quoi l'usine n'aurait pas pu continuer à produire. Ce qui n'a pas empêché la direction d'ArcelorMittal, quelques mois plus tard, en avril 2025, d'annoncer des suppressions d'emplois, malgré les millions de subventions publiques et les multiples dérogations. Par contre, l'intoxication provenant du chrome VI a continué. Fin mars 2026, un article de *Reporterre* révélait des rejets dépassant toutes les normes sanitaires, allant jusqu'à « treize fois plus de chrome VI dans l'air qu'une usine jumelle du groupe, basée en Espagne ».



QU'IMPORTE LA SANTÉ PUBLIQUE !

Ces dépassements, qui mettent en danger la santé des travailleurs et des habitants, sont avérés entre 2022 et 2024. Le service de l'État s'appuie notamment sur une étude des risques sanitaires, introuvable aujourd'hui, qui sera rendue publique « sous réserve de vérification de l'absence de secret industriel ». Une situation qui rappelle, à quelques kilomètres de là, à Saint-Nazaire, le cas d'Airbus (dépassement de normes cent fois supérieur au seuil autorisé), ainsi que les sols pollués et l'omerta des autorités.

H. D.

CHU de Nantes : les grévistes des urgences en première ligne

Les soignants des urgences du CHU de Nantes sont en grève depuis le 16 mars pour l'ouverture de 120 lits d'aval et la création de 10 postes supplémentaires. Travaillant dans des conditions dégradées en permanence, ils ont engagé un bras de fer avec la direction de l'hôpital. Rassemblements devant l'entrée des urgences, envahissement des bureaux de la direction, vidéos humoristiques mettant en scène les rebondissements de la mobilisation sur le compte Insta de la grève très suivi (@urgences.nantes) : la mobilisation est visible ! Mais ils se heurtent à une direction qui joue la montre, allant même jusqu'à annuler une rencontre avec les grévistes et les syndicats le 7 avril dernier, au prétexte qu'un rassemblement simultané devant les locaux de la direction menaçait sa sécurité.

MULTIPLICATION DES GRÈVES, SERVICE PAR SERVICE, À REGROUPER

Déjà fin janvier, les quatre services de néphrologie se sont mis en grève. Début février, c'était au tour de la réanimation pédiatrique de se mobiliser, pour alerter sur le manque de personnel chronique. Et le 17 mars, un service de gériatrie débutait une grève pour les mêmes raisons. Depuis l'automne 2025, dix services se sont mis en grève, pour des postes et contre la surcharge de travail. Partout les problèmes sont les mêmes.

Ces grèves en ordre dispersé montrent une détermination à ne pas se laisser faire et l'accumulation d'expériences collectives. Autant de points d'appui pour un mouvement d'ensemble, seul à même d'imposer les revendications. Car tous les services sont liés : à Nantes, l'ouverture de 120 lits d'aval sur l'ensemble de l'hôpital permettrait de fluidifier les passages aux urgences mais aussi d'améliorer les conditions de travail dans tous les services concernés. Pour l'obtenir, il faudra surmonter la logique du « service par service », en coordonnant ces luttes dispersées, à l'échelle de l'hôpital et au-delà.

CORRESPONDANT

Vis ma vie de technicien de labo précaire

« **T**u es ponctuel. Tu arrives à l'heure, tu repars à l'heure ». C'est ce que me dit mon chef, en présence du sien, un jour en fin de service. Mais son ton sous-entend un reproche : « tu n'es pas assez impliqué ».

Ça fait quelques mois que j'ai pris mon poste dans ce laboratoire à qui les centrales à béton sous-traitent les tests qualité de leurs produits. Je fais la tournée des sites le

matin. Je passe mes après-midi à faire des granulométries et rédiger des rapports. Au début, j'en ai un peu bavé pour prendre le rythme. Mais en peu de temps, j'ai appris à aller aussi vite que mon prédécesseur parti au bout de six ans.

« Les gens de ton âge », dit le chef qui a entre le double et le triple du mien et me parle comme si j'étais son gosse, « ils veulent tout, tout cuit dans la bouche ». C'est vrai que lui,

à part le Smic - et encore, il m'est arrivé de faire des mois à 1 200 euros... -, il estime qu'il me doit surtout une charge de travail. Mes échantillons font parfois 30 kilos, et je dois me bousiller le dos pour les déplacer. Je manipule du soufre porté à 150 °C. Et il y a la poussière qui recouvre tout dans le labo. Quand je me mouche, je vois bien que mon masque ne filtre pas toute la poussière. La « fine », issue du gravier de carrière, est faite de grains si petits qu'ils passent partout.

Quand j'ai demandé ce que je toucherais si je passais comme prévu en CDI, ils m'ont proposé... un autre CDD « pour voir si ». J'ai été bossé ailleurs. J'imagine que mes chefs racontent cette histoire autour d'eux pour dénigrer la jeunesse. J'aimerais bien que ces boomers récoltent un jour ce qu'ils sont en train de semer : une bonne grève.

UN LECTEUR

ARCELORMITTAL LA CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE DU CHARBON DE MOATIZE (MOZAMBIQUE)

Le 14 avril dernier, une enquête du média indépendant Disclose révélait l'utilisation de charbon provenant des mines de Mozambique par l'usine sidérurgique d'ArcelorMittal à Dunkerque.

En août dernier, cette usine, l'une des plus polluantes de France, aurait reçu plusieurs milliers de tonnes de charbon en provenance de Moatize (Mozambique), dans la plus grande discrétion, aucun document public de l'entreprise n'en mentionnant la provenance.

L'enquête révèle comment ce charbon est extrait. La mine de Moatize a plongé la ville dans le chaos : des fumées noires sont présentes en permanence, le taux de particules fines atteignant plus de sept fois le seuil recommandé par l'OMS (340 µg/m³) ; consommer l'eau et le maïs est devenu dangereux du fait de la pollution. La population sur place est très touchée : le nombre de maladies liées à la pollution au charbon (tuberculose, troubles neurologiques) est en hausse constante et les habitations sont endommagées à cause des explosions provoquées pour détacher la roche. Celles-ci, déclenchées à l'aide d'explosifs, envoient même des projectiles de roche qui viennent toucher les maisons des travailleurs qui vivent aux alentours.

ArcelorMittal avait initialement prévu de construire deux fours électriques sur le site de Dunkerque, censés réduire les émissions de CO₂. Le groupe a finalement prévu d'en construire un seul. Le charbon reste bien la principale matière première de l'usine dans sa production d'acier.

L'usine de Dunkerque produit 12 millions de tonnes de CO₂ par an : ici comme au Mozambique, ArcelorMittal intoxique la population.

THIBAUT BERGERON



Lycées de Marseille : l'espion qui venait du froid

Pendant les mois de mars et avril, les lycéens et le personnel des lycées marseillais ont multiplié les grèves et les manifestations contre les coupes budgétaires. Malgré l'ampleur de la mobilisation, le rectorat refuse toujours l'audience collective demandée par les établissements en lutte. La seule réponse apportée, c'est la répression, avec l'arrestation de huit lycéens, parfois au petit matin à domicile ou à leur arrivée au lycée.

Il y a un durcissement des autorités, et pas seulement de la police. Dans certains établissements, les sanctions disciplinaires ont la cote, allant du blâme aux exclusions définitives. Au point que l'inspecteur d'académie Jean-Yves Bessol, descendu de Lille à Marseille et qui semble avoir raté une vocation dans les RG, s'est pris de passion pour la traque aux élèves mobilisés. Il a lui-même photographié les jeunes lors de leur sit-in devant la direction académique de l'éducation à Marseille, puis a demandé aux chefs d'établissements de les identifier. Si certains proviseurs ont refusé, d'autres ont allègrement collaboré, permettant à « l'inspecteur Bessol » d'envoyer des courriers aux parents des élèves ainsi dénoncés.

Ces coups de pression visent à faire faiblir la mobilisation. À nous de poursuivre la grève pour faire aboutir nos revendications : des moyens à la hauteur des besoins ! Puisque le gouvernement rallonge d'un claquement de doigt le budget de la défense de 8,5 milliards, il a bien de quoi financer une éducation de qualité. De l'argent il y en a, rendez-le-nous !

ADÈLE BELLON

20 JUIN : UNE MANIFESTATION CONTRE TOUTES LES RÉPRESSIONS ET POUR FAIRE ENTENDRE LA NÉCESSITÉ D'UNE CONTRE-OFFENSIVE D'ENSEMBLE

Février 2014 : les postiers de quatre villes du 92 sont en grève contre la précarité. Face au refus de négocier de leur direction, les grévistes se rendent au siège de La Poste.

Le 10 juillet 2025, onze ans après, Brahim, Dalila, Gaël, Mohamed et Yann, syndicalistes de SUD Poste 92 qui faisaient partie des grévistes, ont été condamnés pour « violation de domicile ». Alors que la vidéosurveillance projetée lors du procès confirmait les dires des camarades, Gaël Quirante, secrétaire du syndicat, a en plus écopé de six mois de prison avec sursis. Un verdict qui marque une volonté de briser les résistances, à l'image du déferlement récent de poursuites disciplinaires et pénales à La Poste : Didier de SUD Poste 13, menacé de révocation par des cadres qui retournent l'accusation de harcèlement contre un lanceur d'alerte, Éric Dyson, secrétaire de la CGT FAPT 59, en procédure disciplinaire lui aussi pour son engagement syndical...

Les cinq postiers du 92 ont fait appel. Sans attendre la date du nouveau procès, avec leurs camarades postiers réprimés et leurs soutiens, elles et ils ont décidé d'appeler à une manifestation contre toutes les répressions.

REGROUPER LES SECTEURS VISÉS PAR LA RÉPRESSION

L'objectif de la manifestation du 20 juin : regrouper un maximum de secteurs militants visés par la répression. Elle partira du siège de La Banque postale pour protester contre la brutalité de la direction de La Poste, et se dirigera vers le ministère du Travail pour donner un débouché commun à un maximum de secteurs.

Cette initiative est prise en charge par des équipes syndicales combattives SUD et CGT à La Poste, mais aussi dans d'autres secteurs, comme le commerce ou la logistique, et par la fédération SUD PTT. Objectif : s'adresser à un maximum d'équipes militantes et de forces organisées dans le secteur postal et au-delà. Il est y compris envisagé que la manifestation passe devant le ministère des Affaires étrangères, pour associer les camarades visés par la répression à l'encontre de la solidarité avec la Palestine.

EXPRIMER LA NÉCESSITÉ D'UNE CONTRE-OFFENSIVE DE CLASSE

Cette manifestation est susceptible d'exprimer quelque chose de qualitativement autre que le seul rejet de la répression : la nécessité d'une contre-offensive de notre classe, sur un terrain politique. L'absence d'échéances interprofessionnelles depuis de longs mois, ainsi que l'investissement d'équipes ouvrières combattives, font de cette initiative un rendez-vous qui peut avoir un écho réel.

10 JUIN : UN PROCÈS À FORT ENJEU

Une autre date est venue s'ajouter : un nouveau procès contre Gaël. La direction s'appuie sur la condamnation pour « violation de domicile » pour tenter de revenir sur un des acquis de la grève de 2018-19, à savoir le maintien de l'activité de Gaël à La Poste malgré son licenciement il y a huit ans. Une journée de grève aura lieu ce même jour à La Poste dans le 92, pour défendre à la fois Gaël, le droit des postiers à s'exprimer et à s'organiser, et contre les suppressions d'emplois.

CORRESPONDANT

SNCF RÉSEAU : LES GRÉVISTES FONT CONDAMNER LA DIRECTION

Entre septembre et février derniers, partout en France, les agents des services électriques (SE) de SNCF Réseau se sont mis en grève pour des revendications salariales et de conditions de travail. Ces salariés sont chargés de la maintenance de la signalisation ferroviaire (le jour) et de son dépannage (la nuit et les week-ends), dans le cadre d'astreintes. Ils ont choisi de faire grève une heure par jour en fin de service, ce qui avait pour effet de les dégager de l'astreinte.

La direction, dépassée par un mouvement qui s'étendait rapidement d'une région à l'autre, a opté pour la punition collective. Les équipes qui refusaient d'arrêter la grève ont été basculées d'un horaire de jour à un horaire posté en 2*8 presque du jour au lendemain. La direction espérait ainsi désorganiser le mouvement, mais aussi les vies personnelles des grévistes, dont certains ont dû rechercher en catastrophe des solutions pour faire garder leurs enfants dès 4 heures du matin.

En Alsace, la quasi-totalité des équipes SE est donc passée en 2*8 le 12 novembre. Mais cette sanction a renforcé la détermination. La grève a continué deux mois de plus, avec quelques moments mémorables, dont l'envahissement du siège de Strasbourg par 40 grévistes peu avant Noël. Les grévistes ont aussi

contesté les horaires en 2*8 en justice avec la CGT.

En première instance, le tribunal a donné raison à la SNCF. Il a considéré que l'entreprise avait le droit de prendre des mesures contre la grève afin d'assurer le « bon fonctionnement du service ». Bouleverser le fonctionnement habituel de l'entreprise, c'est pourtant le but du jeu dans une grève. Cette décision revenait donc à dire qu'à peu près tous les coups anti-grève sont permis au patron.

La CGT a fait appel, et la cour d'appel de Colmar a donné raison aux grévistes. Elle a jugé qu'une mesure de réorganisation concernant uniquement les grévistes parce qu'ils sont grévistes était bien une discrimination.

C'est avant tout la détermination des grévistes qui a permis de faire condamner la SNCF. Ils ont été nombreux à s'investir pour réunir des preuves, détricoter les mensonges de la direction, construire la défense et assister aux audiences. Cette victoire n'est que juridique, mais ce jugement sera un point d'appui à chaque fois que le patron cherchera à prendre des mesures contre les grévistes, au service électrique ou ailleurs.

CORRESPONDANT

À la SNCF Lyon, la grève fait tache d'huile

À la suite de la réussite du mouvement de grève du 10 avril (voir numéro 55), les grévistes de la région de Lyon se sont retrouvés le 23 avril devant le siège de leur direction. Cette date, proposée et votée à l'AG du 10, coïncidait avec la tenue d'un CSE au sein duquel devait être discuté le projet de suppression des contrôleurs de l'axe Mâcon-Lyon-Valence.

Le rassemblement des contrôleurs s'est progressivement transformé en une tribune contre toutes les attaques de la direction régionale. Plus de 120 agents, de métiers et chantiers très différents, se sont retrouvés pour discuter, s'exprimer et s'organiser. En plus des grévistes lyonnais, des collègues de Grenoble, Chambéry, Valence, Roanne et ailleurs se sont joints au rassemblement. L'ambiance et la détermination étaient telles que la proposition des directions syndicales de reconduire la grève à une nouvelle date unique - le 7 mai - n'a pas paru suffisante à la majorité.



Une bonne partie des grévistes qui se sont exprimés au micro ont déclaré vouloir aller plus loin, tandis qu'il germe depuis quelques jours dans la tête des contrôleurs l'envie de se mobiliser le week-end du 8 mai. Ces derniers ont donc proposé de partir en grève du 7 au 10 mai, avec une assemblée générale le 7, à l'occasion du rassemblement appelé par l'intersyndicale. Le vote qui a suivi a adopté cette proposition à plus de 70 %, preuve de combativité. L'expression démocratique du mouvement doit se poursuivre, car c'est bien aux grévistes que doivent appartenir la grève, son organisation et son expression ! Il est essentiel que des assemblées générales aient lieu de manière quotidienne sur les quatre jours de grève à venir.

CORRESPONDANT

Police des transports à Lyon, non merci !

Début de mandat fracassant pour la nouvelle présidente de la métropole de Lyon. Fin mars, Véronique Sarselli (LR), qui forme avec Jean-Michel Aulas le duo pour la défense du patronat lyonnais, a pris son courage à deux mains et a fait un tour de métro A ! La présidente du Sytral (l'autorité organisatrice du réseau qui est dirigée par la métropole) en a profité pour annoncer la création d'une brigade de police métropolitaine des transports. Une proposition fruit d'une longue réflexion (qui justifierait son augmentation de 700 euros par mois ?).

Il y a déjà 250 agents de contrôle et 120 agents de sécurité privée sur le réseau. La droite veut donc y ajouter 120 policiers municipaux, mesure justifiée par une pré-tendue augmentation des violences dans les transports en commun. Les chiffres avancés montrent un phénomène de ten-

sions croissantes dans les transports, mais les solutions proposées reflètent tout le mépris de classe des bourgeois envers la majorité des usagers.

Après une journée de travail à bord d'un bus sans clim, entrecoupée de pause de plus en plus courtes, qui resterait de marbre face à l'insulte d'un usager, lui-même énervé d'avoir pris une amende salée pour avoir fraudé un ticket trop cher ? Contrairement à ce qu'a pu revendiquer la CGT des transports en commun lyonnais, ce ne sont pas 200 flics qui vont améliorer les choses. Mais plus sûrement 200 agents de médiation, formés à prévenir les conflits, sur un réseau gratuit pour tous, où il y aurait davantage d'embauches et de bien meilleurs salaires. Un premier pas pour lequel il vaut la peine de se battre !

LENY BOLZEN

GRÈVE DES ATELIERS RATP VAUGIRARD : UNE EXPÉRIENCE TOUJOURS EN COURS

Après quinze jours d'une grève offensive, les mainteneurs et électroniciens n'ont pas dit leur dernier mot. S'ils ont décidé de suspendre le mouvement le vendredi 17 avril, après avoir tenté d'étendre la grève, ils restent mobilisés et se sont retrouvés en assemblée générale mardi 21 pour discuter du bilan et des suites.

Chose remarquable, l'ambiance n'est pas à la déprime. Les travailleurs de l'atelier ont su créer un collectif, le comité de grève, et sont fiers d'avoir tenté un appel pour obtenir une augmentation de 280 euros net qu'ils savaient compliquée à atteindre sans mouvement d'ensemble. La direction, si elle a craint l'extension et accepté de recevoir l'ensemble des grévistes en audience, n'a pas cédé.

Organisation à la base, comité de grève, assemblées quotidiennes, visites sur d'autres sites de la maintenance, liens tissés avec des centaines de travailleurs de la RATP, vidéos vues des dizaines de milliers de fois : le bilan de cette expérience permet d'espérer une suite. D'ores et déjà, les membres du comité de grève ont donné rendez-vous dans la manifestation du 1^{er} mai.

Si ce n'est pas l'extrême gauche qui a dirigé ce mouvement (contrairement à ce que racontent certains syndicalistes), des militantes et militants du NPA-R, de LO, de RP et du PT se sont régulièrement retrouvés sur le piquet. Elles et ils ont aidé les grévistes, chacun à sa manière. Un petit parfum de pôle des révolutionnaires, non ?

CORRESPONDANT

Douzième suicide cette année à la SNCF : face aux dégradations des conditions de travail, faisons front !



Le mardi 28 avril, journée internationale de la santé et sécurité au travail, des centaines de cheminots se sont rassemblés à l'appel de la fédération SUD Rail devant le siège de la SNCF à Saint-Denis, pour dénoncer les attaques contre les conditions de travail à l'origine d'une forte hausse des accidents et des suicides.

Les interventions de syndicalistes de l'éducation, de La Poste ou de l'industrie ont indiqué que la lutte collective est la seule réponse face aux politiques patronales qui suppriment des postes et répriment les travailleurs qui relèvent la tête.

À la suite des prises de parole, une action était prévue devant le ministère du Travail. Direction donc la gare du RER D située à deux pas pour prendre le train vers Paris. Alors que les cheminots prenaient place dans la rame, les flics ont fait interrompre le trafic sur la ligne, pour cause de « manifestation ». Pendant 45 minutes, deux trains sont restés à quai, bloquant de fait la station Stade de France. Les cheminots en lutte, qui n'en demandaient pas tant, ont scandé : « Et c'est qui les bloqueurs ? »

CORRESPONDANT

Dans les technicentres SNCF : refusons la mise en concurrence

Depuis plusieurs mois, aux ateliers SNCF de Quatre-Mares (près de Rouen), la charge de travail en réparation de pièces détachées connaît des fluctuations importantes. Dans certaines équipes, un roulement s'est donc mis en place : pour dix collègues, deux restent à leur poste tandis que les huit autres renforcent d'autres équipes dans lesquelles les tâches ne manquent pas. L'inquiétude plane sur le fait que certains d'entre nous n'aient plus de poste du tout à terme, notamment nos collègues intérimaires... Mais aussi sur le fait de ne pas faire le métier pour lequel on a été embauché et formé.

Si le travail vient à manquer à QM, c'est parce que la SNCF a choisi de développer le technicentre de Tergnier en Picardie, en investissant 100 millions d'euros pour en faire un « centre d'excellence » pour les essieux au niveau national, « un moyen de faire face à la concurrence tout en respectant ses objectifs humains et environnementaux » nous dit-on. Mais c'est surtout une façon de nous mettre en concurrence entre cheminots des différents technicentres, dans la continuité du découpage de la SNCF.

Il faut garder nos emplois à Quatre-Mares sans que les cadences deviennent infernales à Tergnier ! Ce mois-ci, à Tergnier comme à Rouen, les collègues ont su débrayer pour dénoncer les salaires trop bas, la flexibilité, prélude à la disparition d'emplois, et les conditions de travail qui se dégradent pour ceux qui restent. Il faut continuer dans ce sens. Les bénéfices record de la SNCF (1,8 milliard en 2025) montrent que ce n'est pas l'argent qui manque pour embaucher largement et partager le travail entre tous, en diminuant les cadences.

CORRESPONDANTS

Montpellier, fête du NPA-Révolutionnaires : un succès... qui en appelle d'autres !



Le samedi 18 avril une soixantaine de militants, sympathisants et curieux, se sont retrouvés à Montpellier pour une après-midi de discussions politiques et de convivialité. Sur des thèmes variés, de juin 36 à la grève des vignerons de 1907 ou à l'intelligence artificielle, les discussions nous ont davantage armés pour nous battre pour une société plus juste et plus humaine, dans laquelle on ne perdra pas sa vie à la gagner.

Nous avons également invité des camarades d'autres organisations révolutionnaires, Révolution permanente et Lutte ouvrière, qui ont pu tenir des stands. Le meeting, dans lequel est intervenue notre porte-parole nationale Raphaëlle Mizony, a évoqué la situation politique nationale et inter-

nationale, dont la guerre au Moyen-Orient mais aussi la victoire des habitants de Minneapolis dans leur lutte contre les politiques anti-immigrés de Trump, qui nous montre que, si partout la bourgeoisie est à l'offensive, notre camp social s'il le décide peut s'opposer au rouleau compresseur capitaliste.

Le comité NPA-R Montpellier existe depuis seulement trois ans, et cette fête, la seconde du genre, montre qu'il y a de la place dans la jeunesse et le monde du travail montpellierain pour une organisation révolutionnaire qui tente de faire militer ensemble des jeunes (et des moins jeunes) issus des universités et du monde du travail, pour l'unité... des révolutionnaires !

Histoire

Il y a cent ans en Angleterre : la grève générale de 1926, trahie par les syndicats et la bureaucratie soviétique

En 1926, bien que faisant partie des vainqueurs de la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne se voyait de plus en plus concurrencée par les États-Unis et son économie était percutée par la crise de reconversion qui avait suivi la guerre.

DES ANNÉES DE SALES COUPS CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

Depuis des années, patronat et gouvernement avaient imposé licenciements et baisses de salaire, notamment dans le secteur des mines, en pleine crise. Les dirigeants syndicaux n'avaient pas du tout préparé l'épreuve de force. En 1921, ils avaient capitulé face aux patrons et accepté une baisse de 30 % des salaires. Cela n'empêchait pas des millions de jeunes ouvriers d'affluer dans les syndicats, déterminés à riposter. En 1925, les syndicats obtinrent du gouvernement des subventions à l'industrie minière afin de maintenir les salaires et les emplois, mais pour neuf mois seulement. Des mois durant lesquels le patronat et le gouvernement s'organisèrent pour faire face au risque d'une grève, et où les syndicats cherchèrent encore à négocier. Le 1^{er} mai 1926, ils refusèrent un ultimatum du patronat (un accord particulièrement brutal contre les salariés). Ce n'est que devant la pression de leur base qu'ils appelèrent à la grève générale le 3 mai, pour le lendemain.

LE DÉROULEMENT DE LA GRÈVE

Dès le 4 mai, entre 1,5 et 1,75 million d'ouvriers d'autres secteurs firent grève en soutien au million d'ouvriers du secteur minier victime du lock-out. Les jours suivants, ils étaient entre 3 et 4 millions, ce qui en a fait la grève la plus importante de l'histoire du pays. L'ampleur du mouvement a terrifié la bourgeoisie. Elle avait beau essayer de remplacer, avec une partie des classes moyennes, les grévistes dans certains secteurs clés, l'économie était à l'arrêt. Les syndicats cherchaient à temporiser, sans donner de perspectives aux grévistes, mais la solidarité ouvrière jouait à plein, et la situation se tendait de plus en plus.

Les structures d'auto-organisation étaient rares, mais les syndicats craignaient la politisation croissante de bon nombre de travailleurs du rang. Le 12 mai, au bout d'à peine neuf jours, les dirigeants des bureaucraties syndicales sifflèrent la fin de la partie, au nom de l'inconstitutionnalité de la grève générale, et du risque d'une guerre civile. En réalité,

ils étaient surtout terrorisés par le fait que le mouvement leur échappe, et soucieux de montrer des gages de bonne volonté au gouvernement et au patronat. Ils renoncèrent même à imposer aux patrons toute garantie sur les conditions de travail ou la répression des grévistes.

UNE GRÈVE TRAHIE PAR LES SYNDICATS... ET LA BUREAUCRATIE SOVIÉTIQUE

Le poids immense sur la classe ouvrière des appareils syndicaux, ou celui du Labour Party (qui avait aussi contribué à attaquer les années précédentes les salariés des mines quand il gouvernait) a évidemment contribué à cette défaite. Mais les dirigeants soviétiques ont largement pris leur part dans cette défaite des travailleurs de Grande-Bretagne.

Loin de s'appuyer sur l'immense mobilisation des travailleurs pour préparer l'inévitable trahison des leaders syndicaux et du Parti travailliste, ils avaient au contraire par avance apporté leur caution à ces derniers en mettant en place un « comité anglo-russe », censé faire la liaison entre syndicalistes britanniques et soviétiques.

Mais les interventions de la bureaucratie stalinienne dans la lutte de classe à l'échelle internationale n'avaient déjà plus rien à voir avec la volonté d'obtenir des victoires pour les travailleurs afin de créer les conditions pour que la révolution prolétarienne gagne les pays impérialistes avancés. La bureaucratie soviétique cherchait bien plus à s'attirer les bonnes grâces des dirigeants syndicaux anglais qu'à tenter de créer un état-major des grèves. Jamais elle n'a rompu la solidarité avec les dirigeants syndicaux anglais. Les communistes britanniques n'ont pas pu jouer le moindre rôle indépendant pour offrir des perspectives à la classe ouvrière britannique mobilisée. Cette trahison a coûté au Parti communiste toute possibilité de développement. Seule la jeune opposition de gauche dirigée par Trotski en URSS a dénoncé ces trahisons, qui en annonçaient bien d'autres.

ROBIN KLIMT



MANIFESTATION À HYDE PARK. | LONDRES, LE 4 MAI 1926

40 ANS APRÈS TCHERNOBYL

Le 26 avril 1986, l'explosion d'un réacteur de la centrale de Tchernobyl, en Ukraine, provoquait le plus grave accident nucléaire civil à ce jour, contaminant de vastes zones alentour. 40 ans plus tard, le bilan humain est lourd, notamment parmi les « liquidateurs » intervenus sur le site, lui-même menacé aujourd'hui par la guerre avec la Russie. Quant à la question du nucléaire et de ses dangers, elle reste ouverte à l'heure où Macron veut le relancer en France, repeint en vert... mais aussi pour l'avenir.

Pour lire l'article complet →



L'îlot 8 de Saint-Denis : dans le logement aussi, le capital veut détruire le social

Dans les années 1970 et 1980, des architectes inspirés par le socialisme ont voulu ancrer du « commun » dans des villes qui isolaient de plus en plus les ouvriers. Ces tentatives se heurtent aujourd'hui à la propriété privée et aux logiques sécuritaires de l'État, comme l'illustre le projet de transformation d'un ensemble de logements sociaux de Saint-Denis, provoquant la colère de ses habitants depuis déjà dix ans.

UN PATRIMOINE COLLECTIF MENACÉ

Il s'agit de l'îlot 8 de la ZAC de Saint-Denis, un ensemble de 184 logements sociaux et nombreux commerces, en plein centre-ville, signé Renée Gailhoustet. Architecte française et sympathisante du PCF, elle a cherché à fournir au plus précaires des logements uniques, diversifiés, grands et lumineux, systématiquement dotés d'une terrasse ou d'un jardin. Plus que ce qu'on peut espérer dans la plupart des logements contemporains ! Ils s'accompagnent d'espaces extérieurs de rencontres - placettes, escaliers, passerelles, passages - créant une articulation fine et progressive entre espace public et privé. Une vision de la ville ouverte et vécue collectivement, à l'opposé du modèle « chacun chez soi ».

Depuis 2016, le bâtiment est l'objet d'un projet de « résidentialisation » porté par l'Agence nationale pour le renouvellement urbain (Anru) et le bailleur Plaine Commune habitat, soutenu par le précédent maire socialiste. Il prévoit la destruction d'escaliers d'accès à la dalle et des passerelles, la privatisation de courettes partagées et la clôture de tout le périmètre. Les habitants, réunis en collectif, s'opposent catégoriquement à ce projet.

Pourtant, une réhabilitation serait bien nécessaire. Après 40 ans de non-entretien du bâti, les infiltrations d'eau sont nombreuses et les terrasses dégradées. Les logements sont insuffisamment isolés pour faire face aux canicules et à l'hiver, induisant des factures d'électricité élevées. Ce sont ces travaux que les habitants réclament et que l'Anru conditionne à la chasse aux petits dealers, quitte à dénaturer toute l'architecture et les usages collectifs qu'elle permet.

LA MIXITÉ SOCIALE, C'EST BON POUR LES PAUVRES

La résidentialisation prévoit aussi l'ouverture en accès à la propriété - autrement dit, la vente - de la moitié des logements, au nom de l'introduction de « mixité sociale ». Une aubaine pour les riches rêvant de s'offrir un appartement de Gailhoustet, un drame pour les actuels locataires qui ne pourront pas racheter leur logement, qu'ils habitent parfois depuis 40 ans.

Dans un contexte de gentrification de la ville, accéléré par le développement du Grand Paris Express et des Jeux olympiques, l'îlot 8 est perçu par une partie de la bourgeoisie locale comme la relique d'un passé ouvrier de la ville, qu'ils voudraient déjà derrière eux. La mixité sociale a bon dos pour justifier l'arrivée des riches dans les quartiers ouvriers, les repoussant toujours plus loin. Mais quid de faire de la place aux pauvres dans les ghettos de riches du 16e arrondissement ou de Neuilly-sur-Seine ?

Si, à Saint-Denis, le nouveau maire LFI s'est engagé durant sa campagne à revenir sur le projet de résidentialisation, rien n'est encore joué. Et même si la nécessaire réhabilitation avait lieu dans un futur proche, elle devra se faire sous le contrôle attentif des habitants, contre un bailleur qui cherchera toujours la facilité via leur délogement et à réduire à tout prix les coûts de travaux.

NINA KARR

L'affaire Bolloré contre Nora, ou l'édition victime du capitalisme

L'éviction d'Olivier Nora, PDG de Grasset, par Vincent Bolloré, propriétaire de cette entreprise, a suscité une petite tempête dans les milieux littéraires et médiatiques. 170 auteurs ont annoncé leur départ de cette maison d'édition en invoquant notamment les qualités du PDG licencié, « l'indépendance éditoriale et la liberté de création ». Le milliardaire Bolloré est à la tête d'une fortune estimée à 10 milliards d'euros, qu'il a accumulée pour l'essentiel sur le dos des travailleurs africains. Il est notamment propriétaire du grand port de Douala, au Cameroun. Depuis quelques années, il a entrepris de mettre sa richesse au service de son idéologie d'extrême droite et s'est constitué un empire médiatique qui comprend notamment Canal+, CNews, Europe 1, *Le Journal du dimanche*, *Paris Match*. Il a mis la main sur Hachette, groupe qui possède Grasset, Fayard, Stock, Larousse, etc.

Le monde de l'édition n'échappe pas aux lois du capitalisme et en particulier à la concentration des capitaux. Aujourd'hui, les cinq plus gros groupes d'édition présents en France représentent 75 % du chiffre d'affaires de ce secteur, et les dix plus gros 87 %. La place de l'édition dite « indépendante » est donc très réduite. D'autant que les grands groupes ont souvent des participations dans le capital des petites maisons.

La production littéraire obéit comme n'importe quelle industrie à des règles bien précises. Elle est en grande partie entre les mains des patrons de ces trusts de l'édition. Pour avoir une chance de percer sur le marché et de se vendre à un grand nombre d'exemplaires, les titres doivent avoir été présélectionnés par les éditeurs et bénéficier d'une promotion auprès des médias et des jurys des prix littéraires. Ensuite, ils doivent être distribués dans les points de vente par des diffuseurs et distributeurs qui disposent de centaines de commerciaux. Or, ces diffuseurs et distributeurs appartiennent aussi le plus souvent aux maisons d'édition. C'est tout un appareil de marketing qui doit se mettre en place pour assurer le succès d'un ouvrage, à quelques très rares exceptions près.

« Le monde de l'édition n'échappe pas aux lois du capitalisme. »

DE LA VENTE DES LIVRES À LA VENTE D'UNE IDÉOLOGIE NAUSÉABONDE

Pourtant, jusqu'à une période relativement récente, la majorité des éditeurs se préoccupaient davantage des ventes que de l'idéologie, quelles que soient leurs idées personnelles. Le choix de Bolloré et de quelques autres magnats tels Pierre-Édouard Stérin ou Daniel Kretnisky, d'utiliser ouvertement leurs fortunes pour promouvoir l'extrême droite, représente donc un petit bouleversement dans l'univers feutré de la littérature, où auteurs de gauche et de droite faisaient jusqu'à présent bon ménage, quelques polémiques mises à part. On peut donc comprendre les réactions de ces auteurs, certains par fidélité envers un patron, Olivier Nora, avec lequel ils entretenaient de bonnes relations, d'autres pour s'opposer à la montée de l'extrême droite dans un univers qui lui échappait. On reste néanmoins perplexe devant une liste de signataires où figurent des personnages comme Bernard-Henri Lévy, Caroline Fourest ou Pascal Bruckner, peu connus pour leurs idées progressistes.

Il faudrait être bien naïf pour croire qu'il soit possible de faire barrage à un capitaliste d'extrême droite sans une mobilisation de nature à modifier le rapport de force entre les classes sociales, qui dépasserait largement le cadre de ce secteur. Sans oublier les milliers de petites mains et de précaires, stagiaires, correcteurs, traducteurs payés à la pige, auteurs sous-payés, vendeurs de librairie au Smic qui assurent sa prospérité. Mais bien des signataires de cet appel, même les mieux intentionnés, se sentent souvent plus proches d'un PDG comme Olivier Nora payé un million d'euros par an, que du sous-prolétariat de l'édition...

GÉRARD DELTEIL

AGENDA

Les fêtes du NPA-R partout en France

- **Rennes** samedi 2 mai (12, rue Saint-Louis)
- **Rouen** samedi 30 mai (40, Rue des Coquelicots, Saint-Étienne-du-Rouvray)
- **Hauts-de-Seine** samedi 30 mai (Salle du Chemin-de-l'île, Nanterre)
- **Lille** le samedi 30 mai (2, rue Courmont, Lille)



Préférence nationale à la fac : attaquer d'abord les étudiants étrangers avant de généraliser la hausse des frais d'inscription

Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, a annoncé lundi 20 avril dernier qu'il compte généraliser la hausse des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers. Son projet cyniquement nommé « *Choose France for Higher Education* », prévoit de leur faire payer dès la rentrée prochaine 2 895 euros l'année en licence et 3 941 en master.

Depuis la réforme « *Bienvenue en France* » (2018), les universités pouvaient déjà appliquer les frais d'inscription différenciés, mais la mobilisation étudiante en avait largement empêché l'application. Aujourd'hui, le gouvernement veut rejouer le match en généralisant la hausse.

On nous explique que ce racket permettrait à la France d'être plus « attractive » vis-à-vis des étudiants étrangers. On voit bien qu'il s'agit en réalité de faire le tri entre les « bons » et les « mauvais » migrants : l'État français veut bien accueillir quelques jeunes nantis de pays riches, mais veut virer la majorité des étudiants étrangers issus de classes populaires.

Le gouvernement se justifie en disant que les universités manquent d'argent. Mais qui asphyxie les facs ? Les étudiants, ou l'armée, dont le budget a récemment été élevé à 57

milliards ? Les étrangers, ou le gouvernement, qui donne 211 milliards d'euros par an en subventions aux entreprises ? En réalité, la multiplication par 16 des frais d'inscription permettra à l'État de gagner 250 millions d'euros. C'est environ un millième de ce qu'il offre au grand patronat chaque année... C'est dans leurs caisses qu'il faut chercher l'argent, pas dans les poches des étudiants !

Le gouvernement veut normaliser la « préférence nationale », une vieille obsession de l'extrême droite. Nous ne tolérons pas les divisions racistes. Pas plus que la guerre administrative menée contre les étrangers, avec, entre autres, la circulaire Retailleau qui fait drastiquement baisser le nombre de titres de séjour renouvelés.

En ciblant les étudiants étrangers, le gouvernement espère qu'ils seront isolés et que la réforme passera. Mais qui peut s'imaginer qu'il ne cherchera pas ensuite à généraliser cette hausse des frais à tous les étudiants ? En octobre 2025, l'Inspection générale des finances demandait déjà que tous les étudiants, nationaux comme étrangers, payent les 2 895 euros en licence. Début 2026 aux « assises sur le financement des universités », même rengaine.



En janvier 2019, les étudiants français et étrangers s'étaient mobilisés massivement et dans tout le pays contre *Bienvenue en France*. Cette grève étudiante, en plein mouvement des Gilets jaunes, avait permis de faire partiellement reculer cette attaque raciste.

Pour qu'étudier devienne un droit réel plutôt qu'un privilège, c'est ce chemin qu'il faut reprendre ! Le NPA-Révolutionnaires propose d'impulser des initiatives de mobilisations et se met en lien avec les organisations étudiantes dans cet objectif.

Fermetures d'Ipsi : former moins pour soigner plus ?

Le 14 avril dernier, la fondation de la Croix Saint-Simon, qui administre et finance une soixantaine de structures sanitaires et médico-sociales en France, a annoncé l'arrêt de ses activités. Cela signifie, à Paris, la fermeture de deux écoles d'infirmières, une école de puériculture, un institut de formation de professionnels de santé et un de travailleurs sociaux. Cette annonce plonge tous les étudiants et le personnel de ces établissements dans l'incertitude vis-à-vis de leur avenir. Ces

fermetures annoncées sont un nouveau coup porté aux conditions de travail des soignants, alors même que ceux-ci sont déjà confrontés à des cadences intenablement dues au sous-effectif généralisé, dans les hôpitaux publics et les Ehpad - la fermeture des centres de formation ne peut qu'empirer la situation.

Ce sous-effectif dans les hôpitaux est-il lié à une crise de la vocation pour les métiers d'infirmières et d'aides-soignantes ? Pas vrai-

ment. Pour 40 000 places disponibles, plus de 700 000 vœux pour intégrer une école d'infirmières ont été formulés sur Parcoursup en 2025. Alors serait-il lié à un désintérêt des jeunes aux métiers d'aide à la personne ? Les 10 % qui abandonnent la formation le font le plus souvent à cause des conditions de travail difficiles rencontrées lors des stages. En réalité, le sous-effectif est la conséquence directe des milliards que le gouvernement préfère donner au patronat et à l'armée.

Les étudiantes de l'institut de formation en soins infirmiers (Ipsi) de la Croix Saint-Simon s'organisent et refusent l'arrêt de leur formation. Aux 4 000 soignants, profs, élèves, patients et parents concernés par cette fermeture de leur emboiter le pas !

RITA ZINNIA

À L'UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE, LA MOBILISATION CONTINUE

La mobilisation contre les coupes budgétaires et leur application à l'université Montaigne, entre réductions de 12 000 heures de cours et suppressions de postes, pouvait-elle surmonter la pause des vacances et la fin des cours, qui risquait de vider la fac de ses étudiants ? Réponse mardi 21 avril dernier, avec la réussite d'une AG de 150 personnes sur le parvis de la fac ! Jeudi 23, les étudiants mobilisés ont déambulé dans les restaurants universitaires et les étudiants en théâtre ont représenté, sur le piquet de grève du personnel de bibliothèque gréviste, la pièce d'un mariage à trois entre la présidence de l'université, le rectorat, et Philippe Baptiste, ministre de l'ESR. Une question nouvelle se discute en AG : comment faire face aux menaces qui planent sur les étudiants étrangers ? La mobilisation continue !

FRED BAILHAU

On ne veut pas mourir en travaillant

Calvin, 15 ans, est décédé dans une entreprise de travaux publics dans le Gard lors d'un stage de seconde. Son nom va rejoindre celui des jeunes ouvriers de Rhône-Alpes qui sont morts au service de Lustucru ou d'une plateforme logistique ces dernières semaines. Il trouvera à leurs côtés le nom de cinq autres adolescents victimes de l'exploitation en 2025.

Le ministère de l'Éducation nationale dit réfléchir à remanier les stages d'observation de troisième et seconde pour « protéger » les élèves sans les « priver de cette opportunité ». A-t-on besoin de rappeler l'inutilité de ces stages ? De rappeler les dérogations mises en place en 2015 par un ministre PS pour laisser les lycéens bosser en hauteur ou sur des ma-

chines dangereuses ? Les enfants de travailleurs connaîtront bien assez tôt le « milieu professionnel », nul besoin d'envoyer 1,5 million d'élèves s'en faire un avant-goût chaque année.

Des familles luttent pour exiger justice et affirmer « plus jamais ça ». Les parents d'Alex, mort à Saint-Lô, continuent d'organiser la solidarité par des pétitions et de tisser des liens entre les familles des victimes. La mère de Calvin dénonce la responsabilité de l'employeur, les conditions de travail dangereuses, les cadences, l'attitude de l'encadrement et le manque de formation : « Il travaillait tout seul, sans chaussures de sécurité, sans casque, c'était en gros "moi je vais boire mon café, et toi, bosse" ». Une colère



qui doit parler à bien des apprentis, stagiaires et travailleurs - quel que soit leur âge.

ALEXIS MICSHEN • 28/04/2026

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPAJeunesRévolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES